



### COOPÉRATION

# Le Congo et l'Angola signent sept nouveaux accords

Le président Denis Sassou N'Gusso est revenu à Brazzaville hier après sa visite d'État de 72 heures en Angola qui a coïncidé avec la tenue de la réunion de la grande commission mixte Congo-Angola. Dans la foulée, le Congo

et l'Angola ont signé sept nouveaux accords visant le développement de la coopération, entre autres dans les domaines de la défense et la sécurité, du transport aérien et du commerce transfrontalier. Les deux chefs d'État, Denis

Sassou N'Gusso et José Eduardo dos Santos ont évoqué les liens historiques qui unissent les deux peuples et pris l'engagement de donner « un nouveau souffle » aux relations diplomatiques. [Page 10](#)

### AGROFORESTERIE

## La filière cacao cristallise les espoirs



Le ministre d'État Gilbert Ondongo apprécie un jeune plant dans la pépinière de Pokola

Après l'inauguration de la pépinière de Pokola, dans le département de la Sangha, avec une capacité de production de 1,7 million de plants de cacao par an, le gouvernement congolais,

son partenaire CIB-OLAM et les agriculteurs fondent de grands espoirs quant au retour de la cacao-culture dans un contexte de diversification de l'économie nationale. Ce projet qui attire déjà

quelques investisseurs vise à accompagner, former, regrouper et superviser les planteurs dans six départements, en leur offrant par la suite de meilleures possibilités sur le marché du cacao.

[Page 3](#)

### NIGERIA

## Les grands défis de Muhammadu Buhari



Ancien général arrivé au pouvoir à l'issue d'un coup d'État en 1983, Muhammadu Buhari, qui aime se présenter en « converti à la démocratie », a été élu président du Nigeria à l'issue des élections organisées le week-end passé. Un mandat de quatre ans qu'il entend notamment consacrer à la lutte contre la corruption et à la sécurisation de son pays. Né le 17 décembre 1942 à Katsina, le

nouveau chef de l'État du pays le plus peuplé d'Afrique, avec environ 180 millions d'habitants, a rejoint l'armée nigérienne en 1961 après avoir étudié à l'école militaire de Kaduna. Agé de 72 ans, on retient de lui l'image d'un leader rigoureux, faisant sans doute de lui l'homme de la situation actuelle dans un Nigeria en proie à la corruption et au terrorisme.

[Page 10](#)

### DIALOGUE POLITIQUE

## L'Upads pose des préalables à sa participation

À l'occasion d'une conférence de presse tenue mardi à Brazzaville, l'Union panafricaine pour la démocratie sociale (Upads) a, par le biais de son premier secrétaire, Pascal Tsaty Mabiata, réitéré son adhésion au dialogue politique à la seule condition de trouver satisfaction à ses préalables. Parmi les préalables posés par ce principal parti de l'opposition congolaise, on note la convocation du dialogue par le président de la République, la publication de l'ordre du jour portant essentiellement sur la gouvernance électorale et la participation de la communauté internationale. [Page 2](#)

### ÉDITORIAL

## Alliance

[Page 2](#)

### INFRASTRUCTURES

## Jean Jacques Bouya optimiste sur les délais des travaux du stade Massamba-Débat [Page 16](#)

## ÉDITORIAL

## Alliance

Même si leurs relations n'ont pas toujours été au beau fixe, l'Angola et le Congo sont, de tous les pays africains, ceux qui entretiennent des relations de confiance auxquelles rien ne saurait durablement porter atteinte. Nous venons d'en avoir une nouvelle preuve avec l'accueil que José Eduardo dos Santos a réservé en ce début de semaine à Denis Sassou N'Gusso venu lui rendre visite à Luanda.

L'histoire commune vécue par les deux hommes d'État, qui se sont entraînés sans jamais se trahir dans les périodes difficiles vécues par leurs nations respectives, explique sans aucun doute le caractère très amical des entretiens qui se sont déroulés lundi, mardi et mercredi dans la capitale angolaise. Mais au-delà de cette amitié fraternelle, deux faits expliquent le resserrement des liens que ceux-ci ont traduit.

Le premier est l'inquiétude que suscite, au sommet des deux États, la déstabilisation de l'Afrique centrale avec la poussée des factions islamistes radicales vers le sud à partir du Nigéria, avec la crise centrafricaine qui perdure en dépit de la médiation congolaise, avec les troubles récurrents qui affectent l'est de la République démocratique du Congo. Dans un tel contexte, mettre sur pied un mécanisme de protection collective est un enjeu vital auquel l'Angola et le Congo travaillent la main dans la main comme l'a confirmé, il y a quelques mois, l'exercice multinational de la FOMAC à Loango.

Le second fait, qui découle logiquement du premier, est la volonté des deux pays d'asseoir la sécurité du Golfe de Guinée et du Bassin du Congo sur des bases plus solides en accélérant le processus d'intégration régionale qui pourra seul garantir aux peuples de cette partie du monde qu'ils continueront de progresser sur la voie du développement durable. Dès lors, en effet, que l'Angola, première puissance de l'Afrique centrale, s'engage résolument au côté du Congo dans ce processus historique, l'on peut être certain que les lignes bougeront vite sur ce front éminemment stratégique.

Édifier une communauté organisée, capable de se défendre contre les agressions directes ou indirectes menées de l'extérieur pour continuer de dépouiller les Africains de leurs ressources naturelles, voilà en réalité tout l'enjeu du débat.

Les Dépêches de Brazzaville

## DIALOGUE POLITIQUE

## L'Upads pose trois préalables

Le premier secrétaire de l'Union panafricaine pour la démocratie sociale (Upads), Pascal Tsaty Mabiala, a déclaré le 31 mars, au cours d'une conférence de presse, que son parti ne pourrait prendre part au prochain dialogue que s'il est convoqué par le président de la République, Denis Sassou N'Gusso.

Dans le décret le convoquant, a-t-il ajouté, il doit être mentionné au préalable l'ordre du jour qui devrait, selon Pascal Tsaty Mabiala, porter sur la gouvernance électorale. Il a, par la même occasion, souhaité que la communauté internationale soit présente à ses assises afin de garantir, selon lui, l'application des conclusions qui en seront issues.

Le conférencier a mis à profit cette occasion pour tordre le cou à la rumeur qui fait état de l'adhésion de l'Upads à l'idée d'une « prétendue Transition » et d'un gouvernement d'union nationale. « Si nous acceptons une transition, implicitement nous adhérons à l'idée de changer la Constitution, parce qu'une transition conduira à l'abrogation des institutions constitutionnelles et à l'élaboration d'une loi fondamentale devant conduire la période de transition », a-t-il précisé.

Par ailleurs, le conférencier a fait comprendre aux journalistes que le Congo ne traverse aucune crise politique qui puisse justifier ni le changement de la Constitution ni la formation d'un gouvernement d'union nationale moins encore l'instauration d'une transition. « Nous sommes à moins de deux ans de l'année 2016, année de l'élection présidentielle. Nous devons nous préparer pour une échéance électorale



Pascal Tsaty Mabiala s'adressant à la presse

apaisée et crédible. Les autres questions politiques posées par la majorité présidentielle constituent une forme de distraction du peuple congolais », a-t-il martelé.

Invité par un journaliste à se justifier sur l'avance prise par Mathias Dzon, président de l'Alliance pour la république et la démocratie, qui a déjà annoncé sa candidature à la présidentielle de 2016, Pascal Tsaty Mabiala a répondu : « Dans le Mémoire du Front pour le respect de l'ordre constitutionnel, il n'y a pas une disposition qui indique que ce cartel de partis, associations et individualités doit présenter un candidat unique à l'élection présidentielle. Vous devez vous attendre à d'autres candidatures de l'opposition dans les tout prochains jours. C'est une stratégie que nous avons adoptée dans la perspective d'un éventuel deuxième tour du scrutin. ».

Interrogé sur les divergences entretenues par les partis de l'opposition concernant le

changement de la Constitution, le dialogue politique, la transition et le gouvernement d'union nationale, Pascal Tsaty Mabiala a précisé qu'au moment venu, le Front procédera au rapprochement de toutes ses approches en vue d'obtenir une position commune de la plate-forme sur les questions politiques susmentionnées. « Il s'agit tout simplement des questions d'approche et de méthodologie. Nous avons un seul point de convergence », a-t-il indiqué.

Le conférencier a édifié la presse sur la position de la communauté internationale au sujet des pays africains qui s'obstinent à vouloir changer des Constitutions dans le dessein inavoué de maintenir au pouvoir leurs présidents respectifs. Il a annoncé aux journalistes que la secrétaire générale de la Francophonie, Michelle Jean, menace de suspendre le Congo de l'Organisation internationale de la Francophonie au cas où il s'obstinait à changer sa Constitution.

Roger Ngombé

## LES DÉPÊCHES DE BRAZZAVILLE

Les Dépêches de Brazzaville sont une publication de l'Agence d'Information d'Afrique centrale (ADIAC)  
Site Internet : www.brazzaville-adiac.com

## DIRECTION

Directeur de la publication : Jean-Paul Pigasse  
Secrétariat : Raïssa Angombo

## RÉDACTIONS

Directeur des rédactions : Émile Gankama  
Assistante : Leslie Kanga  
Photothèque : Sandra Ignamout  
Secrétaire des rédactions : Jocelyn Francis Wabout  
Secrétaire des rédactions adjoint :  
Rewriting : Arnaud Bienvenu Zodialo,  
Clotilde Ibara, Norbert Biembédi

## RÉDACTION DE BRAZZAVILLE

Rédacteurs en chef : Guy-Gervais Kitina,  
Thierry Nougou  
Service Société : Parfait Wilfried Douniama (chef de service) Guillaume Ondzé, Fortuné Ibara, Lydie Gisèle Oko  
Service Politique : Roger Ngombé (chef de service), Jean Jacques Koubemba, Josiane Mambou Loukoula  
Service Économie : Nancy France Loutoumba (chef de service) ; Lopelle Mboussa

Gassia, Firmin Oyé

Service International : Nestor N'Gampoula (chef de service), Yvette Reine Nzaba, Tiras Andang

Service Culture et arts : Bruno Okokana (chef de service),  
Hermione Désirée Ngoma, Rosalie Bindika

Service Sport : James Golden Eloué (chef de service), Rominique Nerplat Makaya

Service Enquête : Quentin Loubou (chef de service), Rock Ngassakys  
Chronique littéraire : Meryll Mezath (chef de service), Luce Jennyfer Mianzoukouta, Durly Emilia Gankama

## RÉDACTION DE POINTE-NOIRE

Rédacteur en chef : Faustin Akono  
Lucie Prisca Condhet N'Zinga, Hervé Brice Mampouya, Charlem Léa Legnoki, Prosper Mabonzo, Séverin Ibara  
Commercial : Mélaïne Eta  
Bureau de Pointe-Noire : Av. Germain Bikoumat : Immeuble Les Palmiers (à côté de la Radio-Congo  
Pointe-Noire). Tél. (+242) 06 963 31 34

## RÉDACTION DE KINSHASA

Directeur de l'Agence : Ange Pongault  
Chef d'Agence : Nana Londole  
Rédacteur en chef : Jules Tambwe Itagali  
Coordonateur : Alain Diasso  
Économie : Laurent Essolomwa, Gypsie Oïssa

Société : Lucien Dianzenza, Aline Nzuzi

Sports : Martin Enyimo

Relations publiques : Adrienne Londole

Service commercial : Marcel Myande, Stella Bope

Comptabilité et administration : Lukombo

Caisse : Blandine Kapinga

Distribution et vente : Jean Lesly Goga

Bureau de Kinshasa : Colonel Ebeya n°1430, commune de la Gombe / Kinshasa

- RDC - Tél. (+243) 015 166 200

Rédaction de Dolisie : Lucien Mpama

## MAQUETTE

Eudes Banzouzi (chef de service)  
Cyriaque Brice Zoba, Mesmin Boussa, Stanislas Okassou

## INTERNATIONAL

Directrice : Bénédicte de Capèle  
Adjoint à la direction : Christian Balende

Coordination : Rose-Marie Bouboutou  
Rédaction : Rose-Marie Bouboutou, Camille Delourme, Noël Ndong, Marie-Alfred Ngoma

Administration : Béatrice Ysnel

## ADMINISTRATION ET FINANCES

Directrice : Lydie Pongault  
Secrétariat : Armelle Mounzeo  
Chef de service : Abira Kiobi  
Suivi des fournisseurs : Farel Mboko

Comptabilisation des ventes, suivi des annonces : Wilson Gakosso

Personnel et paie : Martial Mombongo

Stocks : Arcade Bikondi

Caisse principale : Sorrelle Oba

## PUBLICITÉ

Directeur : Charles Zodialo  
Assistante commerciale : Hortensia Olabouré

Commercial Brazzaville : Rodrigue Ongagna, Mildred Moukenga

Commercial Pointe-Noire : Mélaïne Eta Anto

## DIFFUSION

Directeur : Philippe Garcia  
Assistante de direction : Sylvia Addhas

Diffusion de Brazzaville : Guyche Mot-signet, Brice Tsébé, Irin Maouakani

Diffusion Kinshasa : Adrienne Londole

Diffusion Pointe-Noire : Bob Sorel Mumbelé Ngono

## INFORMATIQUE

Directeur : Gérard Ebami-Sala  
Narcisse Ofoulou Tsamaka (chef de service), Rively Gérard Ebami-Sala, Myck Mienet Mehdi, Mbengué Okandzé

## IMPRIMERIE

Directeur : Emmanuel Mbengué  
Assistante : Dina Dorcas Tsoumou  
Chef d'atelier : François Diatoulou Mayola  
Service pré-press et contrôle de qualité :

Eudes Banzouzi (chef de service)

## LIBRAIRIE BRAZZAVILLE

Directrice : Lydie Pongault  
Émilie Moundako Éyala (chef de service), Eustel Chrispain Stevy Oba, Nely Carole Biantomba, Epiphany Mozali  
Adresse : 84, bd Denis-Sassou-N'Gusso, immeuble Les Manguiers (Mpila), Brazzaville - République du Congo  
Tél. : (+242) 06 930 82 17

## GALERIE CONGO BRAZZAVILLE

Directrice : Lydie Pongault  
Hélène Ntsiba (chef de service), Sorel Eta, Astrid Balimba

## ADIAC

Agence d'Information d'Afrique centrale  
www.lesdepêchesdebrazzaville.com  
Siège social : 84, bd Denis-Sassou-N'Gusso, immeuble Les Manguiers (Mpila), Brazzaville, République du Congo / Tél. : (+242) 05 532.01.09  
Président : Jean-Paul Pigasse  
Directrice générale : Bénédicte de Capèle  
Secrétaire général : Ange Pongault

Bureau de Paris (France) / 38 rue Vaneau  
75007 Paris / Tél. : (+33) 1 45 51 09 80

## PARTENARIAT PUBLIC PRIVÉ

# Le Congo pose les jalons de la cacaoculture

« Faites de sorte que le Congo redevienne un pays producteur de cacao ! », a lancé le ministre d'État, ministre de l'Économie et des finances, Gilbert Ondongo, aux responsables de CIB-OLAM lors de l'inauguration de « la plus impressionnante pépinière sur le plan quantitatif et qualitatif jamais réalisée au Congo », selon le juste propos entendu le 16 mars dernier à Pokola, dans le département de la Sangha.

La mise en service de cette pépinière donne sa force à la diversification de l'économie qui, avec des partenariats publics-privés, cesse d'être un vain slogan au Congo. En effet, « La pépinière de Pokola est le symbole de la promesse que le secteur agricole prend durablement sur l'avenir de la diversification de l'économie nationale », déclarait le ministre de l'Agriculture, ce jour-là, pour fixer son auditoire.

Saluant l'expertise de la Congolaise industrielle des bois (CIB), filiale du groupe Olam, dans le pilotage de ce projet, le ministre a reconnu que cette pépinière est un « succès dans le choix des investissements publics du gouvernement de la République » rappelant au passage le milliard « librement affectable » qu'a mobilisé l'État depuis deux ans.

## Un plan quinquennal pour mieux booster la filière

La relance de la filière cacaoyère était considérée comme une gageure pour le Congo, après des décennies de déclin qui se traduisent sur le terrain par l'indépendance des techniques, le vieillissement des plantations, le manque de moyen et l'absence de soutien. « Il s'agissait en réalité de partir de zéro », avouait un expert du ministère de l'Agriculture.

Si le partenariat entre le ministère de l'Agriculture et CIB-Olam a été signé le 27 juin 2012, il a fallu attendre mars 2014 pour qu'un Plan de développement de la production du cacao (PND-cacao) voie le jour. « Ce plan vise la reconstitution d'un



La pépinière de Pokola a une capacité maximale d'1,7 million de plants par an

verger productif à haut rendement de 23.000ha en 5 ans, la vulgarisation des techniques de pépinière, de plantations et de conduite de cacaoyères. Cette politique agricole de diversification économique est financée par le Gouvernement de la République du Congo, conçue et supervisée techniquement par le ministère de l'Agriculture qui en est le maître d'ouvrage et réalisée par la CIB qui en est le maître d'œuvre », précise Jean-Dominique Bescond, responsable du Projet cacao de CIB-Olam.

« Une étape est franchie » certes, mais le plus dur est à venir...

« Cette pépinière a une capacité maximale d'1,7 million de plants par an, répartie en deux périodes de production. Elle

pourra permettre la plantation de 1.400 ha de cacaoyères par an. À l'issue de cette inauguration, les 937.000 plants ici présents, seront remis gracieusement aux producteurs de cacao, puisque financés par le Gouvernement », a expliqué

lou.

L'agenda conçu par les deux parties prévoit la création d'un centre de formation à Madibougou, (1km de Pokola). Ici, des planteurs seront formés sur les nouvelles techniques de sorte que leurs productions fu-

le Congo redevienne un pays producteur de cacao ! Vous me disiez que nous étions déjà à 4.000 tonnes. Ce n'est pas suffisant. Je participerai de telle sorte à ce que ce soit rapidement 100.000 tonnes et un million de tonnes même pourquoi pas ? Faites prospérer le cacao dans notre pays ! »

Un engagement qui balaie le scepticisme des uns et plaide pour une mobilisation souhaitée des bailleurs de fonds. « Je veillerai personnellement à ce que ces ressources puissent donner du succès et que le Congo retrouve sa place qu'il aurait dû ne pas perdre », a rassuré le ministre Rigobert Maboundou qui a reconnu aussi que « l'accent doit être mis sur les cultures d'exportation comme le palmier à huile et le cacao. »

## L'AFD prête à investir

La réhabilitation de la filière cacao va permettre de créer des milliers d'emplois en milieu rural, et de générer des revenus durables. Le Gouvernement en tirera également profit par la notoriété des produits exportés, et par la création de nouvelles sources de taxes et devises devenues nécessaires dans le contexte économique actuel, et la fluctuation des cours du pétrole.

« Afin de bien mesurer l'ensemble de ces enjeux tant nationaux qu'internationaux de la relance de cette filière, des partenariats au développement tel que l'Agence France Développement (AFD) ont déjà répondu « présent », et s'appête à lancer une étude de faisabilité nationale pour mieux maîtriser le contexte, cibler leur appui et soutenir le gouvernement de la République du Congo à fédérer d'autres institutions financières », a déclaré Jean Dominique Bescond.

Jocelyn Francis Wabout

ce responsable de CIB-Olam qui pense que la réussite de la relance de la cacaoculture au Congo nécessite la mobilisation de tous les acteurs : planteurs, CIB-Olam, gouvernement à travers les ministères de l'Agriculture et des Finances, les partenaires au développement que sont les ONG, les institutions internationales de développement, etc.

En attendant, la pépinière de Madibougou (Pokola) donne forme au Plan national de développement de la production du cacao. Elle constitue une première étape d'un vaste réseau qui pourrait se développer dans six départements du pays, pré-identifiés que sont : la Sangha, la Cuvette, la Likouala, le Niari, la Lékoumou et le Kou-

tures passent de l'ordre de 750 kg à 1,2t à l'hectare. Le PND cacao oblige la CIB-OLAM et ses partenaires à « accompagner, former, regrouper et superviser ces planteurs » qui sont de « futurs producteurs de cacao » en leur offrant l'accès au marché et sa reconnaissance.

## Que dit le gouvernement de ses engagements ?

Le PND-cacao se veut concret et exige d'importants moyens financiers que le ministre d'État Gilbert Ondongo a pris la peine d'évaluer au terme des échanges qu'il a eus avec les partenaires de CIB-Olam. Son opinion sur le projet se lit dans ses propos lancés au moment de la coupure du ruban symbolique de la pépinière : « Faites de sorte que

## DÉBAT SUR LA CONSTITUTION

### L'Association politique « Tata Kiyounga » se range dans le camp du « NON »

Derrière cette appellation, on peut lire l'Association Président Abbé Fulbert Youlou « Tata Kiyounga » (APAFYTK). Une association à caractère politique créée en février 2013. Intervenant sur le débat de l'heure, elle a dans une déclaration rendue publique le 28 mars à Brazzaville, dit non au changement de la Constitution du 20 janvier 2002. Explications.

Citant les forces de la constitution actuelle, cette association conclut qu'elle a permis au Congo la stabilité ainsi que le fonctionnement régulier et harmonieux des institutions. Les droits et les libertés fondamentales sont consacrés et garantis ainsi que les devoirs des citoyens. Le caractère sacré de la vie humaine, le droit de propriété et le droit à la différence sont réaffirmés.

Au-delà, cette constitution intègre les principes fondamentaux proclamés et garantis par la Charte des Nations unies du 24 octobre 1945, la Charte africaine des Droits de

l'Homme et des peuples du 21 octobre 1986, la charte de l'unité nationale et celle des droits et des libertés adoptées par la conférence nationale souveraine le 29 mai 1991, etc. Notre pays connaît une croissance de l'ordre de 5% selon les prévisions de la Banque mondiale. L'association «Tata Kiyounga» a salué les progrès économiques et sociaux qui sont à mettre au compte de la Constitution dont l'écriture avait été réfléchi parce qu'elle voulait rompre avec les dispositions qui, hier, avaient plongé le Congo dans le chaos. Pour preuve, si le Congo s'est engagé sur la voie de l'émergence, c'est parce que sa constitution lui en garantit les conditions politiques sans lesquelles l'économie et le social prennent un coup.

Autant de raisons d'espérer sur l'avenir qui oblige l'association «Tata Kiyounga» à défendre la Constitution du 20 janvier 2002.

Jean Jacques Koumba

## VIE ASSOCIATIVE

### Le Focipac prépare sa sortie officielle

Créé le 24 novembre 2014, le Forum citoyen pour la paix et la concorde (Focipac) que dirige Albert Mbela prépare sa sortie officielle dans les tout prochains jours.

Cette association vise entre autres objectifs, contribuer à la consolidation de la paix et de la concorde au Congo ; combattre les antivauteurs que sont l'injustice sociale, l'impunité, la spoliation du patrimoine national, la corruption, le tribalisme, le clanisme, le népotisme et l'intolérance ; promouvoir l'équité, le patriotisme, le respect des lois, l'unité nationale et l'acceptation de l'autre ainsi que lutter contre la pauvreté sous toutes ses formes.

Le Focipac se propose de mettre en place un système de veille sur les menaces réelles et potentielles de la paix et de la concorde nationales sur tous les plans. Il entend organiser des campagnes de sensibilisation et d'éducation

sur les valeurs et antivauteurs. De même, cette association promet de soutenir toutes les actions visant la défense, l'assistance et la prise en charge des victimes de l'intolérance, de l'injustice sociale et des personnes marginalisées vivant dans la pauvreté.

Le Focipac mettra sur le marché un bulletin d'information intitulé « Le baromètre ou le tensiromètre de la paix au Congo ». Parmi ses modes opératoires, figurent : l'organisation des conférences-débats, séminaires, des festivals culturels ou sportifs, des caravanes et jeux concours pour la promotion de la paix et la concorde nationales ; l'identification, formulation et promotion des projets d'intérêt socioéconomiques au profit des personnes fragiles ; production de rapports annuels sur l'état de la paix et de la concorde nationales.

Roger Ngombé

MINISTÈRE DE L'ÉCONOMIE, DE LA PROMOTION  
DES INVESTISSEMENTS ET DE LA PROSPECTIVE

MINISTÈRE DU BUDGET ET DES  
COMPTES PUBLICS



## COMMUNIQUE

### EMISSIONS DES OBLIGATIONS DU TRESOR ASSIMILABLES DE LA REPUBLIQUE GABONAISE SUR LE MARCHE DES TITRES PUBLICS A SOUSCRIPTION LIBRE DE LA CEMAC AU TITRE DE L'ANNEE 2015

Dans le cadre du financement du Schéma Directeur National d'Infrastructures (SDNI) 2012-2016, l'Etat Gabonais prévoit d'émettre, sur le marché des titres publics à souscription libre de la Communauté Economique et Monétaire de l'Afrique Centrale (CEMAC), des Obligations du Trésor Assimilables (OTA) pour un montant maximum de 30 milliards de FCFA. Ces emprunts, conformes à la stratégie d'endettement de l'année en cours, respectent la limite du plafond d'endettement intérieur autorisée par le Parlement dans la loi de finance 2015.

Les opérations de levée de fonds se dérouleront sur la période d'avril à décembre 2015, à travers trois (3) à quatre (4) émissions d'OTA. La première est prévue pour le 08 avril 2015, avec une période de souscription allant de la date de diffusion du présent communiqué jusqu'au 07 avril 2015.

Les ressources mobilisées par l'Etat Gabonais lors de ces différentes opérations sont destinées au financement partiel de la mise en œuvre du programme routier national et du renforcement de la capacité de production d'eau de l'usine de Ntoun.

Les investisseurs institutionnels, les entreprises et les particuliers désireux d'acquérir les titres émis par la République Gabonaise et de soutenir son développement sont invités à se rapprocher des établissements bancaires agréés en qualité de Spécialistes en Valeurs du Trésor de l'Etat Gabonais. Il s'agit de :

ETABLISSEMENTS	ADRESSES
AFRILAND FIRST BANK	Place de l'Indépendance BP 11834 Yaoundé (Cameroun)
BANQUE INTERNATIONALE POUR LE COMMERCE ET L'INDUSTRIE DU GABON	Avenue du Colonel Parant BP 2241 Libreville (Gabon)
BGFIBANK GABON	Boulevard de l'indépendance BP 2253 Libreville (Gabon)
CREDIT DU CONGO	B.P 2470 Brazzaville (Congo)
ECOBANK CAMEROUN	Boulevard de la Liberté BP 582 Douala (Cameroun)
ECOBANK CENTRAFRIQUE	Place de la République BP 910 Bangui (Centrafrique)
SOCIETE COMMERCIALE DE BANQUE AU CAMEROUN	Avenue Mgr Vogt BP 700 Yaoundé (Cameroun)
STANDARD CHARTERED BANK CAMEROON	1143 Boulevard de la Liberté BP 1784 Douala (Cameroun)
UNION BANK OF CAMEROON LIMITED	Immeuble Kassap BP 15569 Douala (Cameroun)
UBA CAMEROON	Boulevard de la Liberté BP 2088 Douala (Cameroun)
UNION GABONAISE DE BANQUE	Avenue du Colonel Parant BP 315 Libreville (Gabon)
COMMERCIAL BANK CENTRAFRIQUE	Rue de Brazzaville BP 59 Bangui (Centrafrique)
CAISSE COMMUNE D'EPARGNE ET D'INVESTISSEMENT DE LA GUINEE EQUATORIALE	Calle del Presidente Nasser Apdo 428 Malabo (Guinée Equatoriale)

Fait à Libreville, le 16 MARS 2015

P. Le Ministre de l'Economie, de la Promotion  
des Investissements et de la Prospective  
P.O. Le Ministre Délégué

Marie Julie BILOGO-BI-NZENDONG

Le Ministre du Budget et des Comptes Publics

Christian MAGNAGNA

## IDÉES- FORCES, SUJETS EN DÉBAT

Anecdotes, petites phrases, cris du coeur et coups de gueule meublent la vie de tous les jours. Cette rubrique se propose de sélectionner les idées les plus saillantes qui font la force des débats de société

« Moi, je n'ai ni pris un fusil ni posé des bombes, je n'ai pris que la parole. On ne peut pas sanctionner un supporteur qui est dans les tribunes pour une faute qu'un joueur a faite sur le terrain. Ceux qui sont sur le terrain sont ceux qui (étaient) au gouvernement. »

Charles Blé Goudé, leader des jeunes patriotes (Côte d'Ivoire), jeunesse pro-Gbagbo, actuellement en prison à la CPI, Jeune Afrique N°2525 du 31 mai au 6 juin 2012

« Le jeu d'astuce et d'hypocrisie en politique est un couteau à double tranchant. Ceux ou celles qui savent l'utiliser en tirent des bénéfices ; mais les insensés finissent toujours par creuser leur propre tombe avec leurs dents ! »

Michel Ange Kambire Somda, Professeur agrégé en Sciences Politiques, Universitas Pabo de Olavide (Séville), Le Faso.net, 29 mars 2015

« L'Afrique n'a pas su stimuler la recherche et le développement dans le secteur architectural. »

Tokunbo Omisore, président de l'Union africaine des architectes, African Business | Hors Série Villes africaines, février 2015

« Nous avons le devoir de promouvoir la lecture, sans jugement de valeur sur ce que les gens lisent, sans nous ériger en arbitres des élégances. »

Myriam Revault d'Allonnes, philosophe, professeure des universités à l'EPHE et chercheuse associée au Cevipof, L'Humanité, 27 mars 2015

« Dans la maison islam il y a le feu et le désordre, il faut donc éteindre le feu et mettre de l'ordre »

Ghaleb Bencheikh, docteur en sciences et physicien franco-algérien, Humanité, 12 février 2015

## À LOUER

Nous faisons louer un dépôt de 27m de longueur sur 9.50m de large avec 7m de hauteur au centre ville.  
Adresse : avenue des manguiers à côté de la chambre froide Jhony (Beach)  
Contacts : 06 621 88 88 / 06 912 82 82

## JOURNÉE MONDIALE DE LA JEUNESSE

## « Se libérer des envies afin d'intérioriser la paix du coeur », a lancé Mgr Anatole Milandou

L'archevêque de Brazzaville l'a dit le 29 mars, dimanche des Rameaux, à l'occasion de la 30e Journée mondiale de la jeunesse au niveau de l'église catholique célébrée cette année sur le thème : « Heureux les coeurs purs, car ils verront Dieu »



Mgr Anatole Milandou officiant la messe ; une vue des jeunes ; crédit photo Adiac

Des activités marquant cette fête ont été organisées à la place mariale de la Cathédrale Sacré-Coeur, sous la direction de l'archevêque de Brazzaville, Mgr Anatole Milandou. Il s'agit notamment de la marche des jeunes partie du Centre hospitalier et universitaire jusqu'à la Cathédrale en passant par l'hôtel de ville. En effet, ils étaient nombreux, venus des différentes paroisses de la ville capitale avec des rameaux.

Dans son homélie, Anatole Milandou a remercié les aumôniers qui travaillent aux côtés des jeunes et des enfants dans les paroisses du Diocèse. L'archevêque de Brazzaville les a invités à continuer à assister les jeunes dans leur épanouissement spirituel. « La pauvreté du coeur, c'est se libérer de la soif du pouvoir, des envies afin d'intérioriser la paix du coeur », a-t-il martelé en décortiquant le message du Pape François à l'occasion de la 30e Journée mondiale de la jeunesse.

S'adressant aux jeunes, Anatole Milandou les a exhortés à être

humbles comme le Christ qui, en dépit de sa position, n'a pas accepté d'être traité comme Dieu. « Mais, il s'est rabaissé jusqu'à mourir sur une croix pour nous sauver. C'est pourquoi, la Croix est devenue un instrument du salut pour le monde et la jeunesse en particulier », a rappelé l'archevêque de Brazzaville.

Analysant l'exhortation de Mgr Anatole Milandou, l'aumônier diocésain de l'enfance, l'abbé Gabriel Massembo, a assuré ce dernier que l'apport des aumôniers auprès des jeunes et enfants ne sera pas sans fruits. D'ailleurs, les enseignements de ces derniers sont quotidiennement assimilés par les jeunes et les enfants.

Le Pape invite les jeunes à être des bons explorateurs. Dans son message rendu public à l'occasion de la 30e Journée mondiale de la jeunesse, le souverain pontife a invité les jeunes à être des bons explorateurs. Le Pape François les a également exhortés à apprendre à discerner ce qui peut polluer son

coeur, se former une conscience droite et sensible, capable de discerner quelle est la volonté de Dieu. « Je vous demande d'être révolutionnaires, je vous demande d'aller à contre-cour-

rant, je vous demande de vous révolter contre cette culture du provisoire, qui, au fond, croit que vous n'êtes pas en mesure d'assumer vos responsabilités, elle croit que vous n'êtes pas capable d'aimer vraiment. Moi, j'ai confiance en vous, jeunes, et je prie pour vous. Ayez le courage d'aller à contre-courant », a-t-il lancé.

Pour rappel, la Journée mondiale de la jeunesse de cette année conduit à la dernière étape du chemin de rédaction vers le prochain grand rendez-vous mondial des jeunes à Cracovie en 2016. En effet, les journées mondiales de la jeunesse dans l'Église ont été instituées par saint Jean-Paul II depuis trente ans. « Si vous vous lancez à la découverte du riche enseignement de l'Église dans ce domaine, vous découvrirez que le christianisme ne consiste pas en une série d'interdits qui étouffent nos désirs de bonheur, mais en un projet de vie capable de fasciner nos coeurs », a poursuivi le Pape François.

Parfait Wilfried Douniama

## DES FORMATIONS POUR BOOSTER VOTRE CARRIERE !

L'IIPRC organise à Brazzaville et à Pointe-Noire des séminaires de formation selon le programme ci-dessous. Pour les inscriptions\* et pour tous renseignements, contactez-nous aux coordonnées suivantes :  
Tél. 06 913 81 45 | 06 992 04 91 - Email : inscription@iiprc-training.org

INTITULE DE LA FORMATION	DUREE	PERIODE
Négociation commerciale : les 6 étapes gagnantes	3 jours	7 au 9 avril 2015
Gestion des Partenariats Public-Privé (PPP) : outils et pratiques	5 jours	13 au 17 avril 2015
Pratiquer l'audit qualité des fournisseurs	4 jours	20 au 24 avril 2015
La réglementation nationale et internationale des transports	4 jours	28 au 30 avril 2015

\* Possibilité de remise pour plusieurs participants d'une même structure.



Une expertise à votre portée

FORMATION - CONSEIL - ASSISTANCE TECHNIQUE



COMMUNIQUÉ DE PRESSE  
**LA RECHARGE UNIQUE**

Chers abonnés,

Grâce à la fusion des réseaux Airtel et Warid, vous pouvez désormais recharger votre compte avec les recharges Airtel ou Warid.

Pour recharger avec un numéro **airtel**, composez :

**\*136\*code de recharge#OK.**

Si votre numéro est **Warid**, il suffit simplement de composer :

**\*155\*code de recharge#OK.**

Avec la fusion Warid/Airtel, profitez d'un cercle d'amis plus important, d'une couverture réseau plus large, de l'Internet 3.75G, des services de paiement par téléphone, du service clients 24h/24, d'un réseau unique dans 17 pays d'Afrique et de la recharge unique pour les abonnés Airtel & Warid.

**Airtel, le plus grand réseau au Congo!**

**La Direction**



## CONFÉRENCE-DÉBAT

## Les bienfaits de la formation expliqués aux étudiantes de l'ENMA

Dans le but de stimuler l'apprenante de l'École nationale moyenne administration (ENMA), la Dynamique des femmes de cette école professionnelle a organisé le 28 mars une causerie-débat sur « Les bienfaits de la formation professionnelle dans l'épanouissement de la femme »

Ce débat a ponctué la célébration du mois de la femme qui, cette année, a eu pour thème : « L'autonomisation de la femme-autonomisation de l'humanité : imaginez ! » S'investissant dans la formation professionnelle, la femme pédagogue de l'ENMA n'est pas restée en marge en organisant une causerie-débat dont l'objet est de stimuler l'apprenante de l'ENMA à plus d'ardeur au travail pour se mettre à l'abri de certaines contraintes et velléités. Selon la secrétaire générale de la Dynamique des femmes de l'ENMA, Line Georgette Denguet, le constat sur le terrain laisse observer que la jeune apprenante qui accède à cette école par voie de concours accuse un relâchement pendant les deux ans de sa formation.



Le directeur de l'ENMA entouré de la présidente de la dynamique et d'autres invités ; crédit photo Adiac

« Ce qui l'expose souvent à des comportements indignes si elle n'y prend garde. Bien au contraire, elle doit s'attribuer de grands rôles dans la société, elle doit copier de bonnes choses chez les hommes et s'abs-

tenir de toute action qui vise la honte : la tricherie, la fraude, la débauche et bien d'autres », a-t-elle expliqué.

Rappelant le contexte dans lequel a été instituée la Journée internationale de la femme par les Nations unies en 1977, la présidente de cette dynamique, Marie-Berthe Bayekola, a indiqué que la femme de l'ENMA se

veut être une femme engagée aux côtés des hommes pour un développement harmonieux de leur école. Pour elle, les femmes investissent énormément dans la formation des cadres moyens des carrières administratives et financières au Congo. Revenant sur le thème de la causerie-débat, elle a déclaré que l'objectif était d'inciter les jeunes filles de

l'ENMA à se mettre au travail, à prendre leur formation au sérieux.

Le directeur de l'ENMA, Haddock Athanase Malonga Matounga, a salué l'initiative des femmes car, a-t-il dit, c'est « une façon pour elles de participer à la lutte effrénée engagée depuis longtemps... Que la femme d'aujourd'hui ne se sente pas lésée, abandonnée dans la cuisine, plutôt qu'elle œuvre à côté de son compagnon naturel pour le bien-être de la société. »

Les responsables de l'ENMA ont profité de cette cérémonie qui s'est déroulée en présence du directeur du cabinet du ministre de l'Enseignement technique, professionnel, de la formation qualifiante et de l'emploi, Arsène Claude Amona, pour encourager les six apprenantes qui se sont distinguées pendant le 1er semestre en première année. Il s'agit de celles ayant obtenu des moyennes allant de 15,07 à 15,90.

Parfait Wilfried Douniama

## MTN-CONGO

## Les anciennes de l'entreprise reçoivent des certificats de reconnaissance

Les femmes de la société de la téléphonie mobile MTN-Congo ayant totalisé 10 à 15 ans de service au sein de l'entreprise ont reçu le 27 mars, des certificats de reconnaissance.

Ces certificats ont été remis lors de la célébration du mois de la femme et des festivités marquant les quinze ans d'existence de la société MTN-Congo. Parmi ces femmes, Eveline Voula, la doyenne de l'entreprise admise déjà à la retraite, a reçu une somme de 15 millions de FCFA. Cette lauréate a conseillé ces collègues à s'armer de courage et d'être obéissante.

Autre temps fort de la rencontre : le partage d'expériences entre les femmes du monde digital et l'auditoire, la projection d'un extrait de film sur le contexte du monde digital, l'échange sur le monde digital, l'animation etc. La directrice commerciale support client, Prisca Lomouel a présenté les avantages du digital smartphone. Selon elle, le monde du digital permet de planifier ces activités, d'avoir les informations météorologiques et bien d'autres.

Déplorant la culture d'internet au Congo, elle a appelé les femmes à développer la culture d'internet dans leur vie quotidienne. « Les femmes ne doivent pas seulement s'arrêter à envoyer les messages, rédiger des articles mais échanger des informations au temps réel et entreprendre des recherches en vue de leur développement intellectuel ».

Cette cérémonie a été patronnée par le directeur général de MTN, Freddy Tchalla.

Lydie Gisèle Oko

## FORMATION QUALIFIANTE

## Une enquête sur le chômage des jeunes lancée sur l'ensemble du territoire national

Le ministre de l'Enseignement technique, professionnel, de la Formation qualifiante et de l'emploi, Serge Blaise Zoniaba a lancé officiellement le 31 mars, à Brazzaville l'enquête sur la transition des jeunes de l'école vers la vie active (ETVA), en présence de la directrice du Bureau des pays de l'Organisation International du Travail, Aminata Maïga



Le ministre Serge Blaise Zoniaba lance l'enquête sur le chômage des jeunes (crédit-adiac)

L'objectif est de recueillir et d'analyser les informations relatives aux différents défis qui influent sur les jeunes pendant qu'ils effectuent leur transition vers la vie active.

L'enquête est financée par le Bureau International du Travail dans le cadre du projet BIT/Fondation Master Card «Work 4 youth» et appuyée technique-

ment par l'Institut national de la statistique du Congo.

Le directeur de la formation qualifiante et de l'emploi, Auxence Léonard Okombi, a présenté l'enquête sur la transition des jeunes de l'école vers la vie active. D'après lui, elle se réalise sur l'ensemble du territoire national pour une durée de six mois. Cette enquête concerne

lier sur le chômage des jeunes, sur l'emploi et la transition des jeunes vers la vie active.

En effet, Auxence Léonard Okombi a invité le gouvernement à financer la publication des résultats de l'enquête sur la transition des jeunes de l'école vers la vie active avant de conclure en ces propos : « La base de sondage des zones de dénombrement est issue de l'enquête par grappe à indicateurs multiples du Congo dont la phase de mise à jour s'est effectuée en octobre 2014, sur l'ensemble du territoire. Au total 1750 ménages seront sélectionnés. Tous les individus éligibles seront enquêtés pour l'enquête de ménage. La taille de l'échantillon est fixée à 3500 jeunes de 15 à 29 ans ».

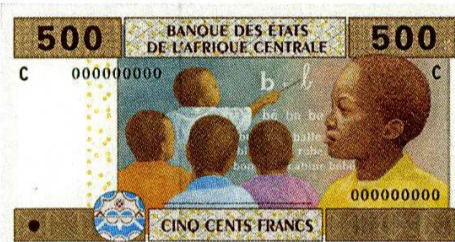
Le ministre de l'Enseignement technique, Serge Blaise Zoniaba, a souligné le manque de données statistiques à jour sur l'emploi. Selon le ministre, ces données peuvent permettre de définir des mesures de politique appropriées pour lutter contre le chômage.

Il a assuré que le ministère ne ménagera aucun effort pour que cette enquête soit conduite conformément aux exigences scientifiques afin de garantir la pertinence, la fiabilité et la qualité des données.

L.G.O.

# COMMUNIQUÉ DE LA BEAC concernant les coupures de 500 F, 1 000 F et 2 000 F

La Banque des États de l'Afrique Centrale (BEAC), dans un souci constant d'amélioration de la qualité et de la tenue en circulation de ses coupures de basse dénomination, a pris la décision de procéder à la mise en circulation d'un volume limité de billets



de 500 F, 1 000 F et 2 000 F ayant bénéficié **d'un traitement de surface spécifique, visant à protéger ces billets contre toute forme de vieillissement précoce et à permettre leur traitement mécanisé par la suite.**

Les rendus visuels, dimensions, teintes et signes de sécurité de ces billets restent en tous points **identiques à ceux actuellement en circulation.**

Cependant, la BEAC souhaite attirer l'attention des professionnels de la filière fiduciaire sur le fait que ces billets peuvent présenter un aspect légèrement **plus lisse** ainsi qu'une **rigidité accrue au toucher.**



Bien entendu, ce traitement n'altère en rien l'authenticité de ces **billets qui vont circuler de manière concomitante avec ceux précédemment émis.**



Banque des États de l'Afrique Centrale



## CONFÉRENCE DES GRANDS CHANCELIERIS D'AFRIQUE FRANCOPHONE

## Le Congo représenté à la réunion d'Abidjan

Les assises de la capitale ivoirienne ont réuni, du 23 au 26 mars, les délégués partis de Brazzaville, les délégations de France, du Bénin, du Burkina Faso, de la Guinée, du Mali, du Niger, de la RDC, du Sénégal, du Tchad et du Togo.

Il était question, au cours de ces travaux, de s'appesantir sur la mise en œuvre des recommandations adoptées par la 6<sup>e</sup> conférence de Niamey, avant d'en adopter d'autres. La délégation congolaise, conduite par le grand chancelier des ordres nationaux, le colonel Norbert Okio-koutina, a participé aux travaux de la conférence, la 7<sup>e</sup> du genre, tant au niveau des experts qu'à la plénière.

Après la cérémonie d'ouverture présidée par le ministre d'Etat, ministre du Plan et du développement, Albert Madri Toikuisse, représentant le président de la République, Grand Maître de l'ordre national de Côte d'Ivoire, les participants à la conférence (Grands Chanceliers et experts) ont suivi trois exposés ponctués par d'intéressants débats, présentés par trois éminentes personnalités de Côte d'Ivoire, du



Le ministre d'Etat ivoirien entouré des chanceliers Africains

Burkina Faso et du Mali. Parmi les recommandations adoptées lors des travaux, notons l'adhésion des participants à la poursuite du renforcement du pouvoir de contrôle des Grandes

Chancelleries en matière de sélection des récipiendaires pour tenir compte non seulement des

compétences techniques et professionnelles, mais aussi et surtout des qualités morales des récipiendaires ; l'Afrique a besoin de modèles pour les générations futures ; l'instauration de l'égalité

des genres dans les structures des Grandes Chancelleries des pays membres ; l'encourage-

ment de la promotion du mérite féminin dans les pays membres ; l'adoption d'une journée de la Grande Chancellerie à la moralisation de la vie publique afin que les décorés représentent de

véritables modèles pour la société ; l'éducation à la citoyenneté et à la culture de la paix de tous les citoyens et à tous les niveaux de la société ; l'enseignement de la morale et de l'éthique dans les structures d'éducation et de formation ; la mise en œuvre effective d'un Ordre commun en Afrique ou d'Ordres comparables dans les pays membres de la Conférence pour récompenser toute personne physique ou morale qui œuvre pour l'intégration et la paix, etc. La rencontre de la Côte d'Ivoire faisait suite à celles qui se sont successivement tenues au Burkina Faso, au Sénégal, en Côte d'Ivoire, au Mali, au Bénin et à Niamey. Les travaux se sont déroulés sur le thème central : « Les Grandes chancelleries des ordres nationaux : hier, aujourd'hui et demain ». Ils ont été officiellement présidés par la Grande chancelière de l'ordre national de Côte d'Ivoire, Henriette Dagri Diabaté.

**Guillaume Ondzé**



## NÉCROLOGIE



Le Groupe NSIA, la direction générale de NSIA Assurances et NSIA Vie Assurances au Congo ainsi que tout son personnel, ont la profonde douleur d'annoncer le décès de Davy Fiacre Ofoulou, responsable informatique des deux filiales, survenu le jeudi 26 mars 2015 à Brazzaville.

La veillée mortuaire se tient au numéro 16 de l'Avenue des fermiers (Arrêt Molokai), Nkombo.

La levée de corps aura lieu le vendredi 03 Avril à 9H00 à la morgue municipale de Brazzaville, suivie de l'absoute à son domicile et de l'enterrement à 14 H 00 au cimetière Bouka.

## CROISSANCE

## L'Afrique, terre d'opportunités pour les entrepreneurs italiens

**Romano Prodi met en garde contre une démobilité italienne en Afrique. Le continent se réveille, dit-il.**

Dans son rôle d'agitateur des idées et héraut de la cause de l'humanité, le Pr Romano Prodi n'arrête pas de secouer le monde des décideurs italiens. Lundi, à Bologne sa ville, il a donné une conférence magistrale à la Johns Hopkins University de la ville. Le thème était en harmonie avec son dada de ces jours-ci où il a décidé de consacrer son temps de retraite à ses petits-fils et aux conférences sur le développement, notamment de l'Afrique.

« Les opportunités d'investissement en Afrique », était le thème de la conférence. Romano Prodi en a profité pour attirer l'attention sur le développement d'un continent qu'on fait mal de ne pas considérer comme terre d'affaires. « *Le réveil du continent africain est tel que si les Italiens prenaient de l'initiative, l'Afrique serait aujourd'hui un terrain de réelles opportunités. Or nous, nous restons ici* » en Italie, sans faire bouger les choses.

« *Certes les défis y sont nombreux et la misère très forte. Les 25% de la population africaine souffrent de la faim, mais finalement il y a ici et là des signes de réveil. Les problèmes sont surtout politiques, avec l'existence d'une classe politique qui ne sait pas faire la distinction entre l'Etat et la propriété privée. Mais la démocratie y fait des progrès, même si ce sont des progrès en zigzag. L'autre grand problème est la fragmentation de l'Afrique : avec 54 Etats, aucun ne pourra disposer d'économie viable* », a estimé l'ancien président de la Commission européenne.

M. Prodi estime que l'Afrique doit se développer dans l'unité. Mais cette unité est aussi une exigence pour les donateurs eux-mêmes. « *Nous, Européens, sommes les plus grands donateurs. Mais séparés et divisés, nous ne pesons pas trop sur la politique africaine, une politique faite par la Chine, avec une structure organisationnelle très forte. L'Europe aide l'Afrique, mais de manière morcelée et divisée* », regrette le Pr. Prodi.

Rappelons que M. Prodi a été plusieurs fois ministre et deux fois premier ministre d'Italie (de 1996 à 1998, puis de 2006 à 2008). Il a accompli de nombreuses missions internationales, dont notamment celle de rédiger un rapport sur plus d'efficacité des missions de paix de l'Onu en Afrique. Il a également assumé la charge d'envoyé du secrétaire général de l'ONU pour le Sahel. Il a également été élu porte-parole des peuples autochtones, un titre qu'il considère avec beaucoup de sérieux.

**Lucien Mpama**

## CONGO-ANGOLA

## Sept accords pour donner un nouveau souffle à la coopération bilatérale

À l'issue de la visite d'Etat du président Denis Sassou N'Guesso à Luanda en Angola, du 30 mars au 1<sup>er</sup> avril, le Congo et l'Angola ont signé sept nouveaux accords de coopération et pris l'engagement de donner « un nouveau souffle » à leurs relations diplomatiques.

La coopération technique et militaire, la suppression des visas pour les détenteurs des passeports de service et diplomatiques, le commerce transfrontalier, le transport aérien, la marine marchande et le transport routier, ainsi que le sport, voilà les accords signés, le mardi 31 mars 2015, entre le Congo et l'Angola, au deuxième jour de Denis Sassou N'Guesso à Luanda en Angola.

Les sept nouveaux accords ont été signés mardi 31 mars en présence des deux chefs d'Etat, à l'issue de la 7<sup>e</sup> réunion de la grande commission mixte de coopération entre le Congo et l'Angola. L'un des accords consacre la suppression de visa pour les voyageurs entre les deux pays détenteurs de passeports diplomatique et de service.

D'autres accords visent entre autres le développement de la coopération dans les domaines technique et militaire, du commerce transfrontalier, du transport aérien, de la marine marchande, du transport routier et du sport. A l'ouverture

de la session, les chefs d'Etat des deux pays ont proclamé leur engagement de donner un nouveau souffle à une coopération historique, vieille de plusieurs années et de solidifier les relations. Mais au-delà des rappels historiques de la lutte commune, de la solidarité et de l'assistance mutuelle entre les deux pays, les chefs d'Etat ont mis l'accent sur la nécessité pour eux de garantir la paix, la stabilité et le bien-être de leurs peuples respectifs.

C'est un devoir moral, que le président angolais, José Eduard Dos Santos a décliné comme un ensemble d'objectifs auxquels se greffe la confiance mutuelle qui cimentera la coopération. Selon le président angolais, les deux peuples marchent, aujourd'hui, souverainement vers « le développement qui proportionne le bien-être, la joie, la paix, la sécurité à tous les citoyens », après des luttes communes.

Pour Denis Sassou N'Guesso, leur génération a le devoir de sauvegarder les acquis de ces

relations historiques. « Pour des gens de notre génération, a-t-il renchéri, c'est le moment jamais venu où il faut agir pour cimenter ces acquis dans un socle inaltérable ». Il a insisté sur une relation marquée par d'immenses sacrifices et des engagements stratégiques et qui ne devrait être banalisée, au nom de la mondialisation.

Avant de coprésider l'ouverture de la session de la commission mixte avec son homologue, le président Denis Sassou N'Guesso s'était rendu au mémorial A. A Neto. C'est un vrai musée de l'histoire non seulement du père de l'indépendance angolaise, mais aussi de toute la nation. Avant de quitter cet édifice de 3 niveaux, le président a écrit dans le livre d'or, présentant sa visite en ce temple de l'histoire comme « le signe de notre reconnaissance et de notre fidélité à ce combat permanent (combat pour la liberté, ndlr) ».

Cette journée du mardi 31 mars, le président de la République s'était adressé à l'Assemblée nationale angolaise où, devant les députés il a rappelé l'encrage historique des relations entre le Congo et l'Angola.

Thierry Nougou

## NIGÉRIA

## Le nouveau président entend relever les défis sécuritaires et de lutte contre la corruption

Élu président du Nigéria le 31 mars avec 53,24 % de suffrages devant le président sortant, Goodluck Jonathan, qui a obtenu 45,67 % des voix, le candidat de l'opposition, Muhammadu Buhari, entend relever plusieurs défis, dont ceux liés à la sécurité dans son pays, mais aussi en matière de lutte contre la corruption.

Cet engagement ne surprend guère puisque Muhammadu Buhari avait axé sa campagne électorale sur la lutte contre la corruption, devenue endémique au Nigeria et la lutte contre Boko Haram. Il se distinguait déjà depuis quelque temps par ses déclarations demandant au gouvernement fédéral d'arrêter les massacres des membres de la secte islamiste Boko Haram.

De nombreux espoirs reposent sur ce nouveau président, originaire du Nord du pays, pour rétablir la paix dans cette région où le groupe terroriste continue de perpétrer des violences et l'a transformé en véritable champ de bataille. Les sympathisants de Muhammadu Buhari espèrent qu'avec son passé de général, il mettra sûrement fin aux atrocités commises par les islamistes depuis six ans dans ce pays le plus peuplé d'Afrique.

Il faut noter que question de la sécurité reste le point le plus important qui captera l'attention de la communauté internationale. En effet, presque tout le monde attend de voir si le passé militaire du nouveau président sera effectivement un atout pour neutraliser Boko Haram, dont les actions avaient contraint les autorités à différer la date des élections. Outre cela, l'on attend aussi que le nouveau président concrétise ses ambitions en matière de lutte contre la corruption qui est un véritable fléau au Nigéria.

Les Nigériens souhaitent aussi que le président élu change la donne en ce qui concerne l'économie de leur pays. Celle-ci est certes en forte croissance, mais la richesse n'est pas partagée. Et plus grand producteur de pétrole d'Afrique avec la plus grande économie, le Nigéria reste toujours un Etat où beaucoup ne parviennent pas à en ressentir les retombées. Ce qui fait qu'aujourd'hui, près de la moitié de la population vit en dessous du seuil de pauvreté.

Informé de sa défaite, le président sortant a appelé le vainqueur du scrutin pour le féliciter. « Le président Jonathan a appelé à 17h15 (heure locale) pour reconnaître sa défaite (...). Le général Buhari a accepté et il l'a remercié pour cela », a déclaré le directeur de campagne de nouveau président élu.

À l'annonce de la victoire de Muhammadu Buhari, des milliers de Nigériens sont descendus dans les rues à travers le pays pour célébrer le triomphe, attendu à la présidentielle, de l'opposant sur le président sortant Goodluck Jonathan. Âgé actuellement de 72 ans, Muhammadu Buhari était jusque-là un habitué des défaites aux élections présidentielles puisqu'il a été trois fois candidat, et trois fois candidat malheureux. Malgré cela, ce musulman ne s'est jamais découragé. Il a toujours cru en ses chances de revenir au pouvoir dont il s'était emparé en décembre 1983 à la faveur d'un coup d'Etat, avant de partir par un autre putsch en août 1985.

Nestor N'Gampoula

## ESPACE CEEAC

## Brazzaville a abrité la réunion sur l'intégration des personnes handicapées

La rencontre a été organisée du 31 mars au 1<sup>er</sup> avril par la Commission de l'Union africaine (UA) et le Secrétariat général de la Communauté économique des Etats de l'Afrique centrale (CEEAC), dans le but de contribuer à la promotion des droits des personnes handicapées

La réunion consultative régionale sur « l'intégration des personnes handicapées dans les politiques et les programmes de développement des Etats membres de la CEEAC » s'est ouverte dans la capitale congolaise. En effet, cette rencontre qui regroupe les participants venus, entre autres, de la RDC, du Tchad, du Gabon, de la RCA, du Cameroun, de Sao Tomé et Principe et du Congo pays hôte, est une occasion pour chaque Etat membre de présenter ses politiques, programmes et actions pris en faveur des personnes handicapées.

Selon le secrétaire général adjoint chargé du département intégration socio-culturelle de la CEEAC, Crispin Jaime Sangale Rondo, l'Afrique centrale doit accélérer la mise en œuvre de l'ensemble des instruments et des politiques relatifs à la promotion des droits humains. « Les résultats de nos délibéra-



La photo de famille

tions devront permettre de rapprocher davantage nos pays des objectifs visés vers l'accélération de la mise en œuvre du Cadre de la politique sociale pour l'Afrique et du Plan d'action continental pour la décennie africaine des personnes vivant avec un handicap 2010-2019, par les Communautés économiques régionales et les Etats au moyen d'investissements accrus et d'une allocation budgétaire conséquente au secteur social », a-t-il rappelé.

Pour lui, la réunion de Brazzaville n'est pas seulement un lieu de réflexion pour stimuler le débat autour des droits des personnes han-

dicapées, des défis en rapport avec l'intégration de cette catégorie de population dans la conception et la mise en œuvre des projets et programmes des Etats membres de la CEEAC. Elle est une opportunité pour faire l'état des lieux des opportunités et avantages que l'Etat leur apporte. Il faut changer, a insisté Crispin Jaime Sangale Rondo, le regard que la société porte sur les personnes vivant avec handicap car, leur inclusion consiste à prendre en compte chacune d'elle dans les politiques publiques de droit commun, tout en prévoyant les aménagements qui leur sont nécessaires.

Présidant la cérémonie, la directrice du cabinet de la ministre des Affaires sociales, de l'Action humanitaire et de la Solidarité, Marie-Céline Tchissambou-Bayonne, a rappelé que la question du handicap et des personnes handicapées est au centre des préoccupations de l'UA depuis plus de deux décennies. D'après elle, au regard des résultats peu concluant obtenus lors de la mise en œuvre du premier Plan d'action continental pour la décennie africaine des personnes handicapées 1999-2009, une prolongation s'était avérée nécessaire en 2008, lors de la première Conférence des ministres africains en

charge du Développement social. Ce qui a abouti à l'adoption d'un second plan pour la période 2010-2019. « Du chemin reste à parcourir. La réunion qui s'ouvre à Brazzaville nous permettra d'apprécier pour chaque Etat, les progrès réalisés ainsi que les faiblesses et les opportunités relatives à la mise en œuvre en cours de ce second plan », a-t-elle précisé.

Marie-Céline Tchissambou-Bayonne a, par ailleurs, rappelé aux participants que le gouvernement de la République du Congo accorde un intérêt tout particulier à la question du handicap. Ce qui justifie l'adoption en 2012, d'une politique nationale d'action sociale affichant clairement les priorités inscrites dans le plan national pour les personnes handicapées adopté en 2009.

Rappelons que la politique sociale de l'UA et le Plan d'action continental pour la Décennie des personnes handicapées (CPOA) 2010-2019 recommandent aux communautés régionales et aux Etats-membres de promouvoir l'intégration effective des questions des personnes handicapées dans les politiques et programmes de développement.

Parfait Wilfried Douniama

COMÉDIE

# Brazza comedy show relance ses activités pour 2015

Cette plate-forme spécialisée dans la promotion du One man show, donnera un spectacle le dimanche 5 avril prochain au restaurant Lounge en plein centre-ville de Brazzaville, a annoncé le visionnaire de ce groupement, Junior de Mat.

Comme de coutume, Brazza Comedy Show qui permet à la nouvelle génération des humoristes de mettre en évidence leur talent à travers son émission télé diffusée à la chaîne de télévision DRTV international qui se fait sur les traces du « Jamel Comedy Club », fera détendre, divertir, et égayer ses spectateurs le week-end prochain. Au cours de ce spectacle Brazza Comedy Show, définira et façonnera la personnalité de chacun des humoristes afin de leur permettre de véhiculer au mieux leur image et leur valeur.

En effet, la troupe s'est fixé pour objectif d'accompagner tous les événements culturels tant sur le plan national qu'international dans l'apport de ses humoristes pour que le rire soit bel et bien au rendez-vous. Car faire rire est le fondement même de cette plate-forme qui permet à ses humoristes de mettre en évidence leur talent pour épanouissement personnel, notamment en s'inspirant des faits de la vie quotidienne, des sujets d'actualité...



Les humoristes de la plate-forme Brazza Comedy Show

La philosophie de Brazza Comedy Show est de s'affirmer au cœur de la culture. Car cette plate-forme conjugue sa vision de la culture autour du conseil et du management.

### Un bilan impeccable pour 2014

Annonçant le bilan de l'année dernière, Junior de Mat, animateur de télé, humoriste et visionnaire de cette plate-forme, a déclaré qu'ils ont pu réaliser huit émissions avec douze humoristes en 2014. Leurs émissions ne cessaient d'attirer un public nombreux. Des invités de marques aussi venaient assister aux émissions : artistes musiciens, acteurs

de cinéma, sportifs, journalistes et autres. Et le 5 octobre 2014, pour clôturer les vacances et commencer l'année scolaire en beauté, Brazza Comedy Show a livré son premier spectacle inédit à la grande salle de la préfecture de Brazzaville. Cela a été de même pour la

fin de l'année, où cette plate-forme a lancé une émission télé réalité dénommée Brazza Comedy Show Révélation. Une forme de compétition, à laquelle quinze humoristes dont treize garçons et deux filles devraient s'affronter pendant cinq primes jusqu'à découvrir le meilleur qui n'a

été autre que Weilfer Kaya, sacré « révélation 2014 » de l'humour à Brazzaville. L'équipe de Brazza Comedy Show est composée de plusieurs partenaires à travers le pays et la porte est toujours ouverte pour tout le monde qui veut bien adhérer à la vision. Elle est dirigée par Junior de Mat, humoriste-animateur télé ; Eric Gombe Obebande, directeur de production à DRTV International ; Hermenn Ibata Bidié manager. Ils travaillent main dans la main en apportant leur expérience et leur savoir-faire en conseil, management et showbiz. Il s'agit entre autres de : Junior de Mat, Stone Mbongo, Aristote Kaya, Juste Parfait, God Zek, Charles Mohamed, Karel Obams, Kimana Formidable, Princilia, Postina Flo, Béranger Loundou, Yann Makoumbou « PDG », Osnel Etou, Stive Elion, Mathe Million, Weilfer Kaya, Roblin président.

Bruno Okokana

## SPECTACLE

Djason philosophe the winner, el vencedor, el caliente et l'orchestre Super Nkolo Mboka en concert, bonus à tous ce dimanche 5 avril 2015 à 15h00 au bar terrasse du Night club **Five stars**, 120 rue Boundji Talangai 2<sup>e</sup> sortie Nord en allant vers Petit-chose-ba jardin entrée: consommation 1500f cadeau signé retour sur scène nationale, après les Amériques et l'Europe



## CHINA JIANGSU GLOBAL CONSTRUCTION CO., LTD

La société JIANGSU GLOBAL CONSTRUCTION est bien connue des entreprises de construction à grande échelle de la Chine. Actuellement, elle crée des succursales au Congo, dans le but d'entreprendre tous types de construction, de décoration et de conception des résidences privées. La société est également spécialisée dans la production et la vente de tous types de briques industrielles, de bonne qualité ; de sable de concassage (sable rouge), de ciment et de gravier.








Nos tarifs sur les produits que nous proposons sont tels que :

- Briques de 130 ..... 400 CFA
- Briques de 150 ..... 700 CFA
- Briques de 200 ..... 600 CFA
- Sable Rouge 20m³ ..... 140.000 CFA
- Sable 20m³ ..... 180.000 CFA
- Gravier 20m³ ..... 650.000 CFA

Les tarifs proposés incluent les frais de chargement, de déchargement et de transport  
**NB :** Livraison gratuite en zone urbaine (dans Brazzaville)  
 Adhérons à la bonne qualité et au bon service pour la majorité du peuple congolais.  
 Adresse : Brazza City, Kinshasa sur la route nationale N° 1 vers le Sud Kinshasa après la 10000<sup>e</sup> borne.  
 Contact : (+242) **06 690 7119**      **06 655 1111**  
                          **06 985 5060**      **06 919 8888**



## ÉTATS-UNIS - RDC

## Barack Obama pour l'alternance démocratique en 2016

**Barack Obama a exhorté, au cours d'un entretien téléphonique, son homologue congolais à respecter la Constitution de son pays pour négocier une alternance démocratique en toute quiétude.**

Les États-Unis d'Amérique suivent de près la situation politique en RDC marquée cette année par la tenue des élections urbaines, municipales et locales suivies en 2016 par les législatives et la présidentielle. Cet engagement américain à la cause congolaise a été réaffirmé mardi par le président Barack Obama dans l'entretien téléphonique qu'il avait eu avec Joseph Kabila. Le communiqué de la Maison blanche publié à l'issue de la conversation entre les deux hommes d'État met l'accent sur l'implication américaine dans le processus électoral en RDC. La nomination imminente d'un nouvel envoyé spécial américain pour la région des Grands lacs africains et la RDC est une preuve supplémentaire de l'intérêt que la première puissance économique du monde accorde au pays de Joseph Kabila.

L'occasion était, par ailleurs, donnée à Barack Obama de souligner « l'importance d'une tenue d'élections crédibles, pacifiques et dans le temps imparti qui respectent la Constitution de la RDC et protègent les droits de tous les citoyens de la RDC ». Le président des États-Unis a exhorté son homologue congolais dont il a salué le bilan en tant qu'un dirigeant « qui a sorti la RDC de la guerre et l'a menée sur la voie d'un progrès démocratique continu », à pouvoir consolider cet héritage par des élections libres et justes en 2016. En fait, Barack Obama, à en croire la même source, aurait enjoint son interlocuteur à respecter la Constitution de son pays afin de négocier l'alternance démocratique en toute quiétude. Les deux hommes d'État ont, par ailleurs, réaffirmé leur engagement à éradiquer la menace que posent les groupes armés, en particulier les Forces démocratiques pour la libération du Rwanda qui sévissent dans l'est de la RDC depuis le début de 2012.

Alain Diasso

## LUTTE CONTRE LA CORRUPTION

## Joseph Kabila nomme un nouveau conseiller spécial

**Par son ordonnance n° 15/021 du 31 mars, le président de la République a nommé Luzolo Bambi Lessa à la fonction de conseiller spécial chargé de la bonne gouvernance, de la lutte contre la corruption, le financement du territoire et le blanchiment des capitaux.**



Luzolo Bambi

La liste des conseillers spéciaux du chef de l'État vient de s'allonger avec la nomination de Luzolo Bambi par une ordonnance présidentielle signée le 31 mars. Ancien ministre de la Justice et membre de la Cour suprême de Justice faisant office de Cour constitutionnelle où son siège est désormais occupé par Jean-Pierre Mavungu Vumbi Kingoma, le nouveau promu est chargé à la présidence de la République de la bonne gouvernance, de la lutte contre la corruption, le financement du territoire et le blanchiment des capitaux.

Professeur de droit de son état, Luzolo Bambi, aura laissé une bonne impression lors de son passage au ministère de la Justice. C'est lui qui a initié la réforme en cours dans le secteur en plus du fait qu'il a réussi, au cours de son mandat, à contenir le fléau du gangstérisme urbain qui s'est développé à Kinshasa par la tenue des séances foraines organisées un peu partout dans la ville. L'on croit savoir que par sa nomination, le chef de l'État tient à combattre la corruption sous toutes ses formes en s'appuyant notamment sur des personnalités d'exception ayant prouvé leur intransigeance dans ce domaine.

Luzolo Bambi rejoint dans le cercle des conseillers spéciaux de Joseph Kabila d'autres personnalités de poigne à l'image de Pierre Lumbi, en charge de la sécurité et de Jeanine Mabunda Mudiayi, qui s'occupe des cas de viol ainsi que des violences faites à la femme et à la jeune fille.

A.D.

## OMS

## 35% de femmes bénéficient des soins post-natals en RDC

**Dans une étude menée dans quinze pays dont la RDC sur l'accès des femmes aux soins post-natals, l'organisation mondiale de la Santé révèle qu'au Kenya, par exemple, moins de 20% des femmes bénéficient des services de soins post-natals, et ce pourcentage est de 35% en République démocratique du Congo.**

Dans cette étude qui montre comment les gouvernements peuvent limiter le bilan tragique des décès chez les mères et les nourrissons, l'OMS indique que les gouvernements pourraient réduire substantiellement le nombre de décès chez les nourrissons et les mères en rendant plus accessibles les services de soins post-natals, en particulier pour les femmes pauvres et peu

instruites dans les zones rurales. Dans cette étude, les auteurs ont analysé les données de quinze pays et territoires à revenu faible et intermédiaire. Ils ont constaté que de nombreuses mères n'utilisent pas les services post-natals parce qu'ils ne sont pas facilement accessibles, parce qu'ils sont trop chers ou parce que les mères ne savent pas si elles, ou leurs bébés, en ont besoin.

L'auteur principal de l'étude, le Dr Étienne V. Langlois de l'Alliance pour la recherche sur les politiques et les systèmes de santé, fait savoir qu'une grande partie des décès maternels et infantiles surviennent au cours des quarante-deux jours qui suivent l'accouchement, et le faible niveau d'accès aux soins post-natals demeure inacceptable.

Les services de soins post-natals,

ajoute-t-il, ne sont pas équitablement répartis dans les pays à revenu faible et intermédiaire où la majorité soit 99% des décès maternels et néonataux se produisent. Par conséquent, pour les femmes de faible statut socio-économique peu instruites et vivant dans les zones rurales ou éloignées, l'accès à ces services vitaux est limité, voire inexistant.

« Le gouvernement et les autres responsables politiques en matière de santé devraient reconnaître l'importance de dispenser des consultations post-natales pour les mères et les bébés, d'investir davantage et de chercher à augmenter l'accès aux soins post-natals, par exemple, en réduisant les frais directs aux usagers », préconise le Dr Langlois.

Aline nzuzi

## SANTÉ

## Le directeur global de la Banque mondiale chargé de la santé en visite à l'Équateur

**La visite constitue une prospection du terrain en vue d'une connaissance réelle des milieux sanitaires où l'intervention des partenaires serait adéquate.**

Accompagné par le ministre de la Santé publique, le Dr Félix Kabange Numbi, le directeur global de la Banque mondiale en charge de la Santé, nutrition et population, le Dr Grant Evans, a visité la province de l'Équateur dans l'objectif de s'imprégner des réalités sanitaires de cette province confrontée à plusieurs défis dans le secteur de la santé, cela dans l'objectif de voir dans quelle mesure la Banque

mondiale peut s'impliquer dans le cadre de la couverture sanitaire universelle. Les deux personnalités se sont rendus à l'arrière province de l'Équateur précisément dans le territoire de Bolomba situé dans l'aire de santé de Bokolomwake dans la zone de santé de Lolanga-Mampoko. Là, le ministre de la Santé publique et ses hôtes ont prospecté le terrain en vue d'une connaissance réelle des milieux sanitaires où l'intervention des partenaires serait adéquate.

La délégation conduite par le ministre de la Santé publique ne s'est pas seulement limitée à visiter des infrastructures sanitaires

qui sont, du reste, dans un état de délabrement avancé mais elle s'est également entretenue avec les villages pour recueillir leurs desiderata. Cet entretien s'est passé dans une ambiance bon enfant car les villageois ont une très bonne souvenir de la réaction rapide que le chef de l'État a eu pour toute question de santé qui concerne la province de l'Équateur, l'intervention rapide du gouvernement lors de la survenue de l'épidémie de la maladie à virus Ébola à Djera dans cette province est encore fraîche dans la mémoire des habitants de l'Équateur.

A.Nz.

## TRAVAIL

## Un cabinet d'audit de renommée internationale fait arbitrairement arrêté un de ses anciens employés

**L'établissement, qui a également une représentation à Kinshasa, aurait recouru aux griefs fallacieux et à d'éléments de preuve non tangibles pour arriver à ses fins.**

Selon des informations qui circulent, cet ancien manager de ce cabinet d'audit se trouve actuellement en détention au parquet de la Gombe. Son employeur lui aurait accusé d'avoir piraté le serveur de son entreprise, alors que l'accès à ces machines n'est réservé qu'aux informaticiens. Au regard de sa détention, des langues se délient pour dénoncer la méprise de la dignité humaine de la part de cette firme aussi bien cotée sur le plan international.

Des sources notent que cette

entreprise a connu, ces derniers temps, de nombreuses démissions successives dues à des frustrations répétées des collaborateurs et autres employés. Selon elles, cet employeur s'évertuerait également à salir la réputation de ses anciens employés pour empêcher qu'ils soient embauchés par d'autres structures.

### Respect du Code de travail et des lois

Toutes les entreprises établies dans un État sont obligées de se conformer aux lois dudit État, alors que, d'une autre part, elles devront appliquer certaines valeurs qui leur sont propres. Mais, pour ce cabinet, il est également dénoncé des irrégularités dans le traitement des employés qui sont loin de cadrer avec sa répu-

tation internationale reconnue à cette firme. Ce qui est considéré comme une entrave aux clauses sociales qui doivent lier les entreprises à leurs employés.

Actuellement, beaucoup de questions fusent notamment sur ces pratiques qui sont dénoncées. Pour l'opinion, en effet, cette firme considérerait la RDC comme la cour du roi Petau. C'est dans cette optique qu'un appel est lancé en direction des autorités en vue de faire appliquer la vraie justice, en ce qui concerne le cas en présence, et d'ouvrir l'œil pour ce qui se passe au sein de ce cabinet d'audit qui, fort de ses soutiens, veut se comporter en RDC comme dans un territoire conquis.

Lucien Dianzenza

## AMICAL FIFA

## La RDC perd à nouveau face à l'Irak

**Les Léopards ont encore perdu face aux Lions de la Mésopotamie de l'Irak, le 31 mars, à Dubaï aux Émirats arabes unis, par la marque de zéro but à un, en deuxième match contre ce pays.**

Déjà lors de la première confrontation entre les deux équipes, la RDC s'était inclinée, le 28 mars, par un but à deux. Paul-José Mpoku avait inscrit le but des Léopards pour sa première sélection. Le sélectionneur Florent Ibenge a, en deuxième de cette rencontre, titularisé le gardien de but Joël Kiassumbua (Wohlen/Suisse), qui fêtait ainsi sa première sélection avec les Léopards de la RDC. La ligne défensive s'est composée d'Abel Tamata (PSV Eindhoven/Pays-Bas) évoluant pour la première fois, lui-aussi, sous le maillot des Léopards, Mabele Bawaka (V.Club), Joël Kimuaki (Mazembe) et Ruddy Makwekwe (V.Club). Au milieu de terrain, Nelson Munganga (V.Club) a été à la récupération, appuyé par Toko Nzuzi (Eskisehirspor/

Turquie), et Jacques Maghoma (Sheffield Wednesday/Angleterre) en position de dépositaire de jeu. Yannick Bolasia (Crystal Palace) qui a récupéré de sa blessure, Mubele (V.Club) et Jordan Botaka (Excelsior Rotterdam/Pays-Bas) ont formé le trio d'attaque des Léopards.

À la fin de la première période, les deux équipes étaient à égalité de zéro but partout. C'est à l'heure de jeu que les Léopards ont encaissé l'unique but de la partie, par Tariq. Florent Ibenge a alors procédé à des changements avec la montée de Mulumbu à la place de Toko Nzuzi, David Mbala a pris la place de Jordan Botaka et Chris Mavinga a remplacé Joël Kimuaki. Yves Diba est monté sur l'aire de jeu en remplacement de Mubele Ndombe, et enfin Paul-José Mpoku a remplacé Nelson Munganga. Le but irakien a sérieusement refroidi les Léopards qui n'ont plus été suffisamment percutants dans les dix-huit mètres adverses. L'on peut toutefois noter une percée de Botaka qui a mis dans le vent trois défen-

seurs irakiens.

À la fin, les Léopards ont donc perdu les deux rencontres contre l'Irak. L'on doit souligner que la sélection RD-congolaise a été composée en majorité de nouveaux joueurs, binationaux, qui endossaient pour la première fois le maillot de l'équipe nationale. C'est donc un groupe visiblement en construction que Florent Ibenge a emmené à Dubaï. Ces deux défaites vont certainement avoir des conséquences sur la position des Léopards au classement Fifa pour le mois d'avril. Qu'à cela ne tienne, le stage a permis à certains joueurs comme Paul-José Mpoku, Chris Mavinga, Abel Tamata, Jordan Botaka, Fabrice Nsakala, Joël Kiassumbua de jouer pour la première fois sous les couleurs des Léopards de la RDC. Le prochain match de la sélection RD-congolaise pourrait vraisemblablement avoir lieu en mai, juste avant le début les éliminatoires de la CAN 2017.

**Martin Enyimo**

## HOMMAGE

## Une messe d'action de grâces en mémoire de Marcel Lihau et Sophie N'Kanza

**Il y a seize ans disparaissait, coup sur coup, Sophie Madeleine N'Kanza (8 février 1940 - 2 avril 1999), première femme universitaire et ministre congolaise, et son mari, l'éminent professeur du Droit constitutionnel Marcel Lihau Eboa Libana la Molengo (29 septembre 1930 - 9 avril 1999).**

Depuis quelques années, les six filles issues de l'union de ces deux personnalités du monde intellectuel congolais rendent hommage à leurs parents de manière particulière. Et c'était une fois de plus le cas le 28 mars lors d'une messe d'action de grâces célébrée à la paroisse du Sacré-Cœur dans la commune de Gombe. On a noté la présence de plusieurs personnalités lors de cette manifestation, entre autres l'actuel président du Sénat Léon Kengo wa Dongo, le sénateur et Pr Jacques Djoli, José Endundo Bononge, Mpanu-Mpanu, Ndjoli Balanga, Catherine Nzuji wa Mbombo, l'avocat général Katuala, le Pr Mbelolo Ya Mpiko, ancien recteur de l'Institut facultaire des sciences de l'information et de la communication (Ifasic), etc. Ils sont tous venus soutenir trois de six filles du couple Marcel Lihau et Sophie N'Kanza, notamment la docteure Anne Lihau-N'Kanza, Zola Lihau-N'Kanza et Nzuzi Lihau-N'Kanza qui organisent cette manifestation depuis quelques années. Du côté ecclésiastique, c'est le père Gus-



Le couple Marcel Lihau et Sophie N'Kanza

tave Lubunda qui a dit la messe. Il a eu à ses côtés le père Léon de Saint-Moulin, l'abbé José Mpundu et Mbala.

Dans son homélie, le père Gustave Lubunda a rappelé le mérite de Marcel Lihau et Sophie N'Kanza, celui d'avoir donné leur vie pour la patrie à travers leur engagement comme intellectuels et éducateurs, et aussi à travers leur vie politique. « La chute de ces deux baobabs n'a pas signifié la fin de tout, mais ils sont comme des grains qui sont tombés et qui portent aujourd'hui des fruits, car nous continuons de bénéficier de leurs bienfaits intellectuels. Ils sont des références dans la vie intellectuelle et politique nationale », a indiqué le père Gustave Lubunda. Il y a également eu des témoignages. Jacquie Kalala, amie de Sophie N'Kanza, a

rappelé la mémoire de l'illustre défunte avec laquelle elle a étudié et qui était constamment à la recherche de l'excellence.

Pour sa part, l'abbé José Mpundu a souligné le courage de la vérité de Marcel Lihau -qui osait dire publiquement ce qu'il pensait-, son honnêteté intellectuelle et sa probité morale, et enfin, sa simplicité de vie. « Dans un monde où la tricherie est règle de vie, le mensonge institutionnalisé, Marcel Lihau est le témoin de l'honnêteté intellectuelle, étant un juriste honnête. Si Marcel était encore en vie, aurions-nous la Constitution qui nous régit aujourd'hui ? Il n'y a pas beaucoup d'hommes comme lui dans notre classe politique. La RDC a besoin d'hommes vrais, simples et courageux qui agissent selon ce qu'ils pensent », a déclaré José Mpundu. Le Pr Mbelolo Ya Mpiko, Nzuzi wa Mbombo et le père Léon de Saint-Moulin ont également fait des témoignages sur la vie particulière du couple Marcel Lihau-Sophie N'Kanza. La soirée s'est achevée dans une ambiance de convivialité et de recueillement.

**M.E.**

## LIVRES

## Banza Mukalay à cœur ouvert

**Dans Kinshasa Bangalore, ouvrage de 56 pages publié il y a quelques jours par L'Harmattan, le ministre de la Culture et Arts parle sans détour de son diabète, un mal contre lequel il se bat voilà près d'un quart de siècle aujourd'hui.**

Plusieurs fois ministre et encore en fonction à ce jour, Baudouin Banza Mukalay Nsungu surprend par le « récit étrange, pénétrant et, somme toute, étonnant » qu'il met à la disposition des lecteurs. En effet, par le biais de cette histoire personnelle qu'il a pris librement le parti de raconter, il révèle son diabète. Ce faisant, le politique déroge à la règle scrupuleusement observée par ses pairs qui, dans pareil cas, font souvent preuve de grande discrétion, s'enfermant même dans un profond mutisme.

L'écriture de Kinshasa Bangalore est un exercice auquel l'auteur s'est livré « à l'occasion d'un séjour médical à Bangalore, en Inde », ainsi que nous le fait savoir la quatrième de couverture. Cette page offerte par la plume du Pr Eddie Tambwe Kitenge nous livre un aperçu important de l'ouvrage qui, en définitive, porte sur « Vingt jours de méditation sur soi et sur l'avenir de la RDC » tel que signifié dans le sous-titre.

Il se trouve que Kinshasa Bangalore, nous apprend-il, est un « récit d'urgence et de circonstance » au travers duquel le ministre « évoque, sans détour, ce diabète de type 2, contre lequel il se bat depuis 1991 ».

Le propos de ce livre, nous renseigne le Pr Eddie Tambwe, s'étend sur les « voyages de l'auteur avec ce diabète qui l'oblige à passer d'hôpital en hôpital, de ville en ville, de pays en pays ». Et l'on sent une certaine pointe d'admiration, lorsque le directeur de la Collection Comptes Rendus de L'Harmattan affirme ici que « le lecteur découvrira aussi la force du devoir d'État chez ce politique chevronné qui, malgré la violence du diabète, suit toujours activement les affaires de la République ». Et le Pr Eddie Tambwe de poursuivre qu'au-delà, le ministre Banza Mukalay ne se garde pas de marquer sa présence sur la scène gouvernementale, vu qu'il « continue aussi de poser sa voix singulière dans le débat national, en prenant position sur divers sujets essentiels de la vie politique nationale, comme l'exemple de la question de la révision constitutionnelle ! ».

**Nioni Masela**

## INCLUSION FINANCIÈRE EN AFRIQUE CENTRALE

## Le FMI livre ses conclusions en juillet prochain

**Pour l'institution financière internationale, le niveau d'inclusion financière de la sous-région inéquitablement car « il est plus bas que celui de l'Afrique subsaharienne en général ». Les dernières réformes encourageantes devront faire évoluer progressivement la réalité sur le terrain. Du côté de la RDC, l'on se veut optimiste sur l'avenir du secteur financier au regard des réalisations.**

En juillet prochain, une mission du Fonds monétaire international (FMI) livrera les conclusions de sa visite en Afrique centrale. En collaboration avec la Banque mondiale, le FMI a réaffirmé sa détermination à accompagner les autorités africaines dans la mise en œuvre des réformes. En effet, l'institution de Breton Wood a observé un changement intéressant en Afrique centrale tout au long de l'année antérieure. Selon elle, la sous-région est partie d'un niveau très bas avant d'évoluer dans le bon sens. Quant aux opportunités offertes par l'inclusion financière, elle rappelle que le niveau extrêmement bas de réalisations n'a pas permis d'en faire un puissant levier de croissance économique. Comme l'a soutenu le FMI, l'inclusion financière est indispensable à la croissance. Les pays de la sous-région doivent continuer à mettre en œuvre des politiques efficaces de surveillance et de régulation pour faciliter l'accès au crédit. L'idée est d'arriver à un niveau de réalisations capable d'apporter un vrai soutien au système financier. L'Afrique centrale, a martelé le

FMI, doit arriver à analyser profondément tous les obstacles majeurs à l'inclusion financière. Par ailleurs, elle devra songer plus sérieusement à développer des plans efficaces pour les surmonter.

**La RDC satisfaite**

Pour le pays, les nouvelles sont plutôt bonnes. Même si la RDC reste concernée par le bas niveau d'inclusion financière observée dans la sous-région, elle a pris un tournant décisif pour développer sensiblement ce secteur. D'une manière générale, les principaux indicateurs sont en train d'évoluer. Depuis plusieurs années, elle affiche une croissance positive, propice à l'investissement. Et cette évolution a un lien direct avec la montée d'une classe moyenne. En effet, l'on constate l'émergence de certains produits phares, notamment les distributeurs, les services en ligne. Au-delà, l'on observe également la croissance d'une certaine demande en matière de crédit. Au fil du temps, ce dernier commence à se démocratiser. Actuellement, même les PME arrivent à prendre des crédits. L'activité commerciale n'a de chance de se développer qu'avec des prêts, confie un expert. Cette remontée intervient après une période difficile pour le système financier car, comme pour le reste de la sous-région, il a fonctionné à un niveau très bas. Parmi les autres faiblesses, il y a également la difficulté d'application des textes innovateurs qui permettent de réformer profondément l'économie congolaise.

**Laurent Essolomwa**

## OPPORTUNITÉS D'INVESTISSEMENTS

## Le BCIU offre ses services aux entreprises congolaises

**En perspective de la conférence internationale sur les opportunités d'investissements au Congo que va abriter les États-Unis et la mise en place d'un fonds privé américain pour le financement des PME, une délégation américaine de Business Council for International Understanding (BCIU) a séjourné du 30 au 31 mars à Pointe-Noire. Les séances de travail ont été rendues possibles grâce au Projet d'appui à la diversification de l'économie (PADE) et à la Banque mondiale, partenaires au projet.**

À la Chambre de commerce, d'industrie, de métiers et d'agriculture de Pointe-Noire, à Uni Congo, au Port autonome de Pointe-Noire, au Guichet unique des opérations transfrontalières, à la direction générale de la société Total E & P Congo, la délégation composée de Joseph Mbossa, coordonnateur PADE, Mohamadou Hayatou, représentant de la Banque mondiale et les membres du BCIU ont échangé avec les différents partenaires.

Cette rencontre est le fruit du partenariat entre le PADE et BCIU qui vise, entre autres, l'organisa-

tion en juin prochain d'une conférence à New York ou Washington aux États-Unis sur les opportunités d'investissements au Congo, la création d'un fonds privé américain pour le financement des PME et l'élaboration d'un plan média pour rendre visible le Congo aux États-Unis.

Le BCIU est un organisme qui a été créé par le président Dwight Eisenhower auprès de la Maison blanche pour faciliter les investissements privés américains à l'étranger. Ce fonds financier qui a été rendu possible à partir du travail que réalise le Fonds d'appui à coûts partagés (FACP), une des composantes du PADE qui, pour l'instant n'accorde que des appuis non financiers. L'appui financier est désormais possible grâce au partenariat avec le BCIU qui travaille dans la promotion des investisseurs américains qui sont prêts à apporter 50% du fonds. Le reste étant l'apport des investisseurs locaux « Ce type de fonds permet aux entrepreneurs, aux personnes ayant des épargnes de fructifier leurs ressources de la manière la plus rémunératrice possible, ce qui est avantageux par rapport aux taux d'intérêts



La délégation américaine posant les responsables du Guot / crédit photo «Adiac»

accordés au niveau des comptes d'épargne dans les banques » a dit Joseph Mbossa. Une opportunité à saisir pour les PME et TPE identifiées qui ont une histoire intéressante sur leur palmarès, leur succès de manière à sensibiliser l'opinion américaine et surtout des investisseurs puisque le fonds prévoit dans sa phase de démarrage 25 milliards de Fcfa qui pourront être augmentés en fonction de la qualité des projets des PME qui vont animer ledit fonds « Nous sommes conscients que nous pouvons mettre en place des partenariats gagnant-gagnant pour

le bien de nos membres mais surtout pour le bien de l'économie congolaise. Le Congo affiche un fort taux de croissance mais nous constatons aussi que cette croissance n'arrive pas à transformer durablement la situation de tous les Congolais. Votre présence est un encouragement à travailler à la diversification de l'économie congolaise. Il faut donc des projets, des hommes et des financements » a dit Didier Sylvestre Mavouenzela, président de la chambre de commerce, d'industrie, d'agriculture et des métiers de de Pointe-Noire.

À propos du forum sur les opportunités d'investissements au Congo, le coordonnateur du PADE a ajouté « Nos partenaires ont choisi de faire le déplacement du Congo pour mieux prospecter les entreprises qui ont une base solide, afin d'élaborer la plateforme média et choisir avec efficacité les potentiels investisseurs aux États Unis ».

La délégation a également rencontré les responsables du Port autonome de Pointe-Noire, du Guichet unique des opérations transfrontalières (Guot) et la Société pétrolière Total E & P Congo, des entreprises importantes dans le dispositif de développement de l'économie congolaise.

La visite guidée des installations portuaires en pleine modernisation à la faveur du programme d'investissements prioritaires du port autonome de Pointe-Noire suivie de la visite à bord du remorqueur Lekety a permis à la délégation de se rendre compte des changements qui s'opèrent au port avec notamment la mise en œuvre du partenariat public-privé.

**Hervé Brice Mampouya**

## ALIMENTATION ET SANTE

## La margarine, une matière grasse d'origine végétale et animale

**Le mot margarine vient du grec « margarion » c'est-à-dire « perle ». C'est l'émulsion, eau dans les lipides, d'une matière grasse solide à température ordinaire, employée comme substitut du beurre. C'est en 1869 qu'un pharmacien français, Hippolyte Mège-Mouriès, gagne le concours organisé par Napoléon III qui consistait à trouver un corps gras capable de remplacer le beurre, une denrée plus onéreuse et plus périssable. Au départ, la matière grasse utilisée est l'oléomargarine, la fraction la moins saturée d'un suif (graisse de ruminants), obtenue par séparation basée sur son point de fusion plus bas. Aujourd'hui, on fait appel de plus en plus à des corps gras variés qui sont surtout d'origine végétale.**

Pour fabriquer la margarine, on procède d'abord à la préparation du mélange de graisse et d'eau ou de lait et d'eau en chauffant la matière grasse à 40-45°C ; le lait et l'eau sont ajoutés à 15-20°C et en petites quantités ; ensuite des émulsifiants comme la lécithine, des vitamines et de la matière grasse végétale ou animale sont ajoutés. Après l'émulsion de la phase liquide et de la phase huileuse, un refroidissement rapide est effectué. La margarine devient homogène et consolide sa structure cristalline avant qu'elle ne soit emballée. La margarine, comme le beurre auquel on veut qu'elle ressemble, contient 82 % de lipides (matières grasses) et environ 15 % d'eau ; on peut ajouter des colorants et des arômes. Elle contient 0,2 % d'amidon juste pour détecter les fraudes consistant à la faire passer pour du beurre. Les acides gras, c'est-à-dire les constituants majeurs de la matière grasse qu'est la margarine, dépendent des matières premières utilisées pour sa fabrication. On peut aussi ajouter des additifs alimentaires comme la lécithine, les colorants pour la couleur, le sel ou même le sucre pour l'amélioration

du goût, des concentrés de vitamines A et D pour augmenter sa valeur nutritionnelle, des arômes, des conservateurs... Pour offrir un produit riche en acides gras essentiels, on procède à un mélange d'une petite quantité de matière grasse fortement hydrogénée et d'une forte proportion d'huile non traitée et très insaturée. L'hydrogénation est un mécanisme enzymatique ou industriel qui fixe de l'hydrogène sur une liaison insaturée, ce qui permet de transformer une huile liquide en une margarine concrète à la température ordinaire. Ainsi, on peut aussi fabriquer des margarines particulières en jouant sur le degré d'hydrogénation des constituants de base. Les bienfaits d'une margarine, dans laquelle on a inséré un mélange de graines de colza, de tournesol et de lin, sont évidents du fait de l'apport important des acides gras essentiels notamment les Omega 3 et 6 qui contribuent au maintien du cholestérol, et donc favorisent le bon fonctionnement du cœur. On ne peut passer sous silence la présence de la vitamine E qui est un antioxydant naturel du groupe des tocophérols. Il convient de préciser que les effets bénéfiques des Omega 3 et 6 sont obtenus respectivement par la consommation de 2 g et 10 g de margarine. Quant aux questions que se posent bon nombre de consommateurs concernant les différences entre la margarine et le beurre, on dira tout simplement que le premier produit bénéficie de la qualité de diverses matières premières utilisées alors que le second est « naturel » et dépend exclusivement de la nature du lait mis en chantier pour son obtention. Depuis l'épopée de Mège-Mouriès l'inventeur, la margarine a largement gagné en qualité.

**Par Ange KOUNKOU, Président de l'Association pour la Promotion des Industries Agroalimentaires au Congo (APIAC)**

## MVOU-MVOU

## Un parking créé devant deux établissements scolaires

**L'école primaire de Mvou-Mvou et le collège Antoine Banthoud, situés dans le deuxième arrondissement Mvou-Mvou se partagent un même mur de clôture. Constat : une bonne partie de la devanture de ces écoles est occupée par plusieurs automobiles qui y sont aussi dépannées.**

« Ces véhicules empêchent une bonne visibilité de ces établissements et rendent difficile l'accessibilité des élèves et de plusieurs autres personnes dans ces écoles ; aussi le bruit assourdissant et continu des coups de marteaux et d'autres matériaux mécaniques produit par des mécaniciens, pendant la réparation de ces véhicules perturbe la communication entre les enseignants et les apprenants lors des horaires de cours », s'est indigné Ernest Tchibouanga Makosso, un parent d'élève. Interrogé sur cette façon de faire des automobilistes, l'un des responsables de ces établissements a indiqué que, ce phénomène se développe au vu et au su des autorités locales de la ville océane en général et celles du deuxième arrondissement, Mvou-Mvou en particulier. « Nous ne comprenons absolument rien, de ce laxisme des pouvoirs publics face à cette occupation anarchique du domaine public par des particuliers qui pendant longtemps occupent cette avenue pour garer et dépanner leurs voitures », s'est-il interrogé. En effet on peut encore apercevoir dans ces écoles des postes



Vue des abords de l'école primaire de Mvou-Mvou occupés par des véhicules

de transformateurs électriques de la Société nationale d'électricité (S.N.E) qui squattent l'espace réservé à la clôture ou à l'air de jeu de ces écoles. « Le fonctionnement d'un transformateur électrique est dangereux, son installation à l'intérieur d'une école expose de nombreux élèves à un danger permanent », ont déclaré certains parents qui habitent à proximité de ces établissements scolaires.

Rappelons que l'école primaire de Mvou-Mvou et le collège Antoine Banthoud, sont situées non loin du siège de la mairie du deuxième arrondissement Mvou-Mvou et celui du poste de police dudit arrondissement. En plus de ces écoles, les abords ou la cour d'autres écoles publiques de la ville océane sont occupés par des véhicules qui y sont garés ou des transformateurs électriques de la S.N.E, des antennes des sociétés de communication, des commerces à l'instar du collège 30 mars ou l'école primaire Mbota Raffinerie situés respectivement dans le troisième et cinquième arrondissement.

**Séverin Ibara**

## INFRASTRUCTURES

# Jean Jacques Bouya optimiste sur les délais des travaux du stade Massamba-Débat

**Les autorités gouvernementales multiplient les descentes au Complexe sportif Alphonse-Massamba-Débat en vue d'évaluer le niveau d'avancement des travaux du temple des premiers jeux qui fera peau neuve en septembre prochain lors du cinquantième de l'olympisme africain.**

Depuis le début de l'année, le gouvernement s'est lancé dans une véritable course contre la montre en vue de livrer les chantiers retenus pour les 11e Jeux africains dans les délais. Si à Kintélé, les inquiétudes sont en voie d'être dissipées, le cas du stade Alphonse-Massamba-Débat a en effet, un rendez-vous avec l'histoire en septembre prochain à l'occasion des 11e Jeux africains de Brazzaville 2015. Le berceau de l'olympisme africain en 1965 s'apprête à commémorer le cinquantième de ses jeux. Il se tiendra sur le complexe des symposiums un certain nombre d'événements. Pour lui rendre un vibrant hommage cinquante ans après, il y sera construit une stèle dont les travaux n'ont pas débuté. Jean Jacques Bouya s'est dit satisfait des premiers signes de la réhabilitation de ce temple, lesquels sont déjà visibles par la sonorisation, le marquoir et une partie des pylônes d'éclairage

*commence ici. Si nous voulons parler des jeux africains et de son histoire c'est avant tout le stade Alphonse-Massamba-Débat. Il faut redonner à ce stade ses lettres de noblesse. Il faut le refaire »*

Le stade Alphonse-Massamba-Débat a en effet, un rendez-vous avec l'histoire en septembre prochain à l'occasion des 11e Jeux africains de Brazzaville 2015. Le berceau de l'olympisme africain en 1965 s'apprête à commémorer le cinquantième de ses jeux. Il se tiendra sur le complexe des symposiums un certain nombre d'événements. Pour lui rendre un vibrant hommage cinquante ans après, il y sera construit une stèle dont les travaux n'ont pas débuté. Jean Jacques Bouya s'est dit satisfait des premiers signes de la réhabilitation de ce temple, lesquels sont déjà visibles par la sonorisation, le marquoir et une partie des pylônes d'éclairage



Un engin de la société Zhengwei entrain de decaper le tartin de la piste d'athlétisme (Photo Adiac)

rage tous remis en bon état. Sur place s'effectuaient les travaux de génie civil pendant que certains ouvriers s'occupaient des gradins en reconstruisant les sièges détruits. Sur l'aire de jeu, la société chinoise a déjà décapé 90% du tartan de la vieille piste d'athlétisme, laquelle sera remplacée par une nouvelle juste après la pose de la pelouse synthétique sur le terrain de football. Les travaux de la pose de la pelouse synthétique n'ont pas encore débuté. C'est une autre société spécialisée en la matière qui aura le

privilege de l'installation. « Les travaux sont en cours. C'est vrai que la conjoncture économique n'est pas aussi bonne en ce qui concerne les réalités économiques pour notre pays avec la chute du prix du pétrole. Mais le président de la République l'avait déjà dit, le gouvernement s'est engagé sur un ensemble de projets pour lesquels on ne peut rien faire que de les faire avancer. Ce sont des engagements internationaux comme celui-ci. Ils seront tenus », a assuré Jean Jacques Bouya. Et d'ajou-

ter : « Le gouvernement avait été déjà dans l'élaboration du budget 2015. Il avait déjà pris en compte cela. L'ensemble du dispositif en ce qui concerne les projets d'envergure avait été bien classifié et que le président avait instruit que les engagements internationaux et nationaux du type municipalisation accélérée seront toujours tenus. Même le gymnase qui se construit à proximité, les progrès sont extraordinaires »

Le ministre de l'Aménagement du territoire et de la délégation générale aux Grands travaux a aussi visité le siège du Comité d'organisation des Jeux africains, construit également à proximité du stade Alphonse-Massamba-Débat. Ce siège comprend plusieurs bureaux et une grande salle de réunion susceptible d'accueillir plus de 150 personnes. Il a été construit pour permettre aux membres du Coja de travailler dans de bonnes conditions. Reste à équiper ce siège d'un groupe électrogène, car il n'est alimenté que le soir par le courant de la Société nationale d'électricité.

**James Golden Eloué**

## TENNIS

## Trois joueuses de la diaspora fières de retourner au bercail

**Gloire et Patricia Mfoumouangana (France), Annabelle Ossombi (Ukraine) ont dit au ministre des Sports et de l'éducation physique, Léon Alfred Opimbat, leur disponibilité et fierté à défendre les couleurs du Congo à partir de maintenant.**

Le ministre des Sports les avait rencontrées à Paris en janvier passé. Le bien-fondé de jouer pour le Congo, leur pays d'ori-

onzièmes Jeux africains ainsi que le programme de préparation ont d'ailleurs constitué la toile de fond de l'échange avec

du Congo, mon pays d'origine et de cœur. C'est un rêve qui se réalise maintenant, c'est une grande joie », a déclaré Gloire Mfoumouangana, 21 ans, évoluant au club l'Isle-Adam en région parisienne. Sa sœur, Victoire Mfoumouangana, qui fait carrière dans un

titres aussi. Dès l'âge de 11 ans, Victoire avait foulé la première marche du podium d'un challenge de la Ligue des Yvelines en France. Depuis, plusieurs trophées se sont ajoutés, quelques contre-performances aussi puisque les échecs ne manquent jamais en sport.

Patricia Mfoumouangana a par ailleurs expliqué que son époux et elle n'ont pas eu de difficultés à convaincre leurs filles de jouer pour le Congo. « Pour nous les parents, il était très important que les enfants défendent les couleurs de leur pays d'origine. (...) Elles souhaitent venir mais elles ne savaient pas comment les choses vont se passer. Dès qu'on leur a expliqué le bien-fondé de l'initiative, avec le soutien du ministre des Sports et de la Fecoten, Gloire et Victoire n'ont pas hésité à venir. Elles ont voulu revenir aux sources », selon elle.

Par ailleurs, Annabelle Ossombi, 19 ans, venue d'un club Ukrainien n'a pas manqué à dire pourtant les mots lui ont manqué pour dire sa joie, exprimer ses impressions. « Je suis très ravie de venir défendre les couleurs du Congo. Je ferai de mon mieux pour sortir le grand jeu afin de réaliser de bons résultats », a-t-elle indiqué.

Grâce Denga, qui était aussi

de la délégation, ne sera pas à sa première expérience sous les couleurs du Congo. Lors de la 13<sup>e</sup> édition de la Coupe d'Afrique des Nations, disputée à Brazzaville en novembre dernier, la joueuse du club TC Melun en France représentant son pays d'origine, a atteint les demi-finales de la compétition continentale. « (...) Ensemble nous donnerons le meilleur de nous-mêmes. Nous sommes déjà en train de travailler pour mettre toutes les chances de notre côté pour faire honneur au pays », à en croire la tennismoman.

L'ancienne championne d'Afrique, Michaëlle Likibi, a promis que l'ombre de son expérience planera sur ces athlètes qui ont résolu de mettre leur talent au service du Congo. Elle a évoqué sa disponibilité à les pousser à aller de l'avant. Et de souligner : « (...) Avant les médailles, il faut qu'elles soient performantes, être au niveau qu'il faut ». En matière de compétition, Gloire et Victoire Mfoumouangana, Annabelle Ossombi et Grâce Denga prendront part au Fed Cup à Monténégro du 13 au 17 avril. D'autres compétitions sont également prévues. Le mieux c'est que ces tennismoman ont un seul défi : écrire en lettres d'or l'histoire de tennis Congolais.

**Rominique Nerplat Makaya**



Annabelle Ossombi



Grâce Denga



L'une des sœurs Mfoumouangana

gine, était au menu de l'entrevue. Le 31 mars, Gloire et Patricia Mfoumouangana, Annabelle Ossombi et Grâce Denga ont été reçues en audience par Léon Alfred Opimbat, accompagnées de leurs parents. Le président de la Fédération congolaise de Tennis (Fecoten), Germain Ikonga Akindou, était le chef de file de la délégation. Une retrouvaille qui consacre ces tennismoman comme Diables rouges. Leur participation aux

le ministre des Sports et de l'éducation physique qui les a officiellement mises en mission pour porter haut l'étendard du pays.

### Ce qu'elles ont dit...

Au sortir de l'audience, les athlètes, sur lesquels le Congo doit désormais compter, ont justifié leur choix et exprimé leurs ambitions pour l'équipe nationale de tennis. « C'est un honneur de porter les couleurs

autre club, de la région parisienne toujours, a abondé dans le même sens. « Une grande fierté. (...) Les Jeux africains, on y pense tout le temps et nous travaillons permanemment pour y faire bonne figure, pour donner au pays ce qu'il attend de nous », a-t-elle fait savoir. Les deux sœurs ont découvert le tennis depuis près de dix-huit ans, à en croire leur mère, Patricia Mfoumouangana. Elles ont plusieurs compéti-